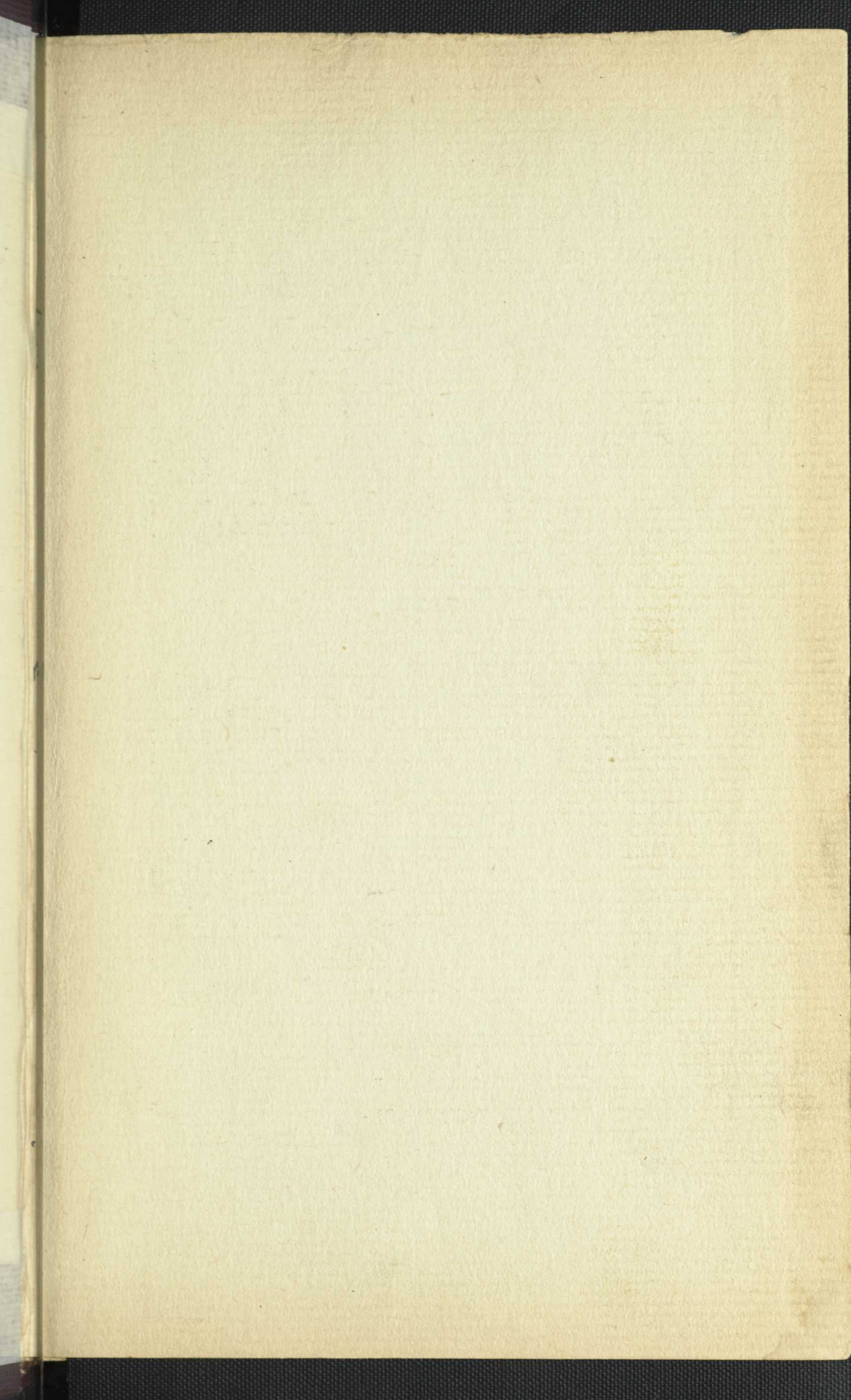
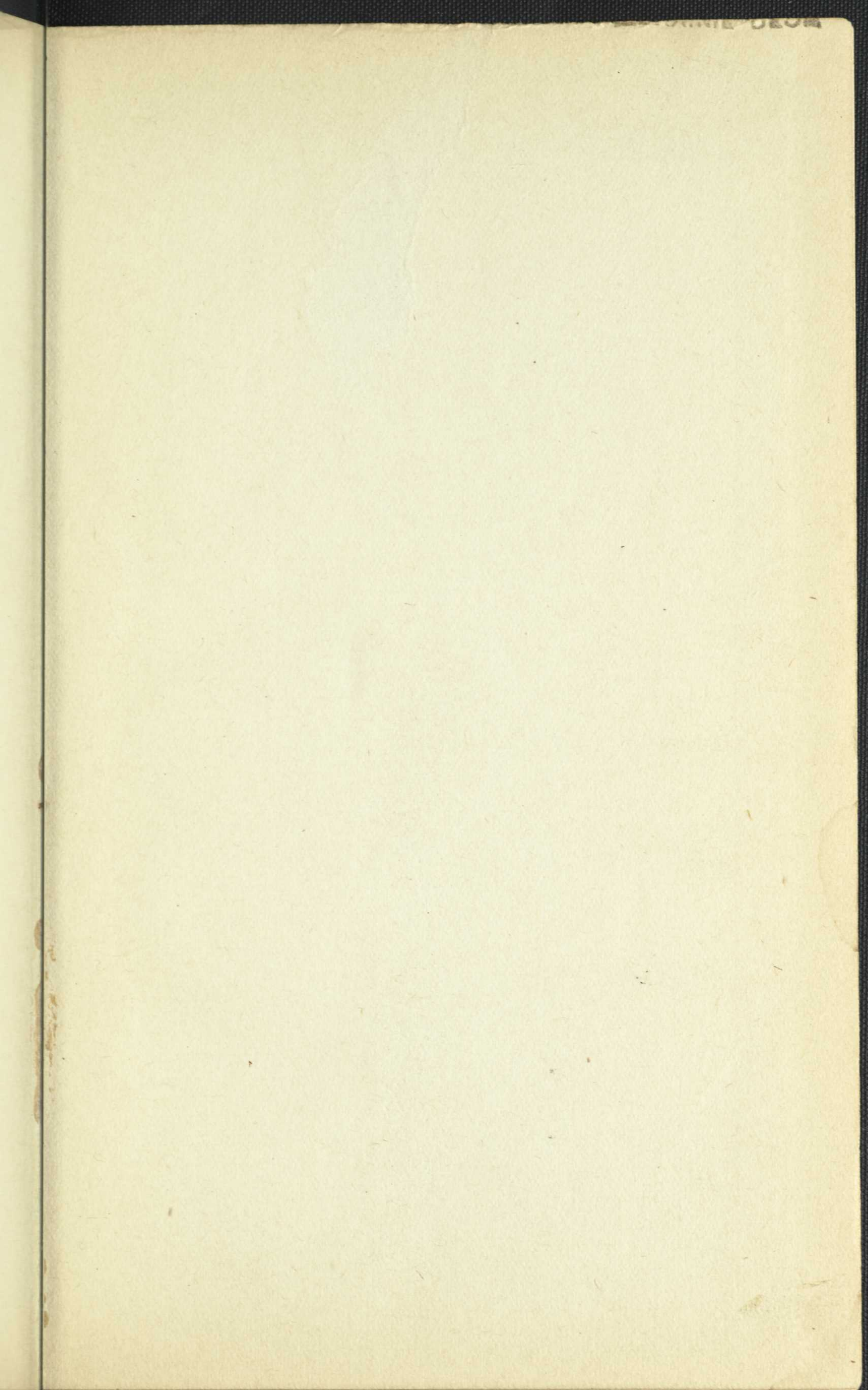


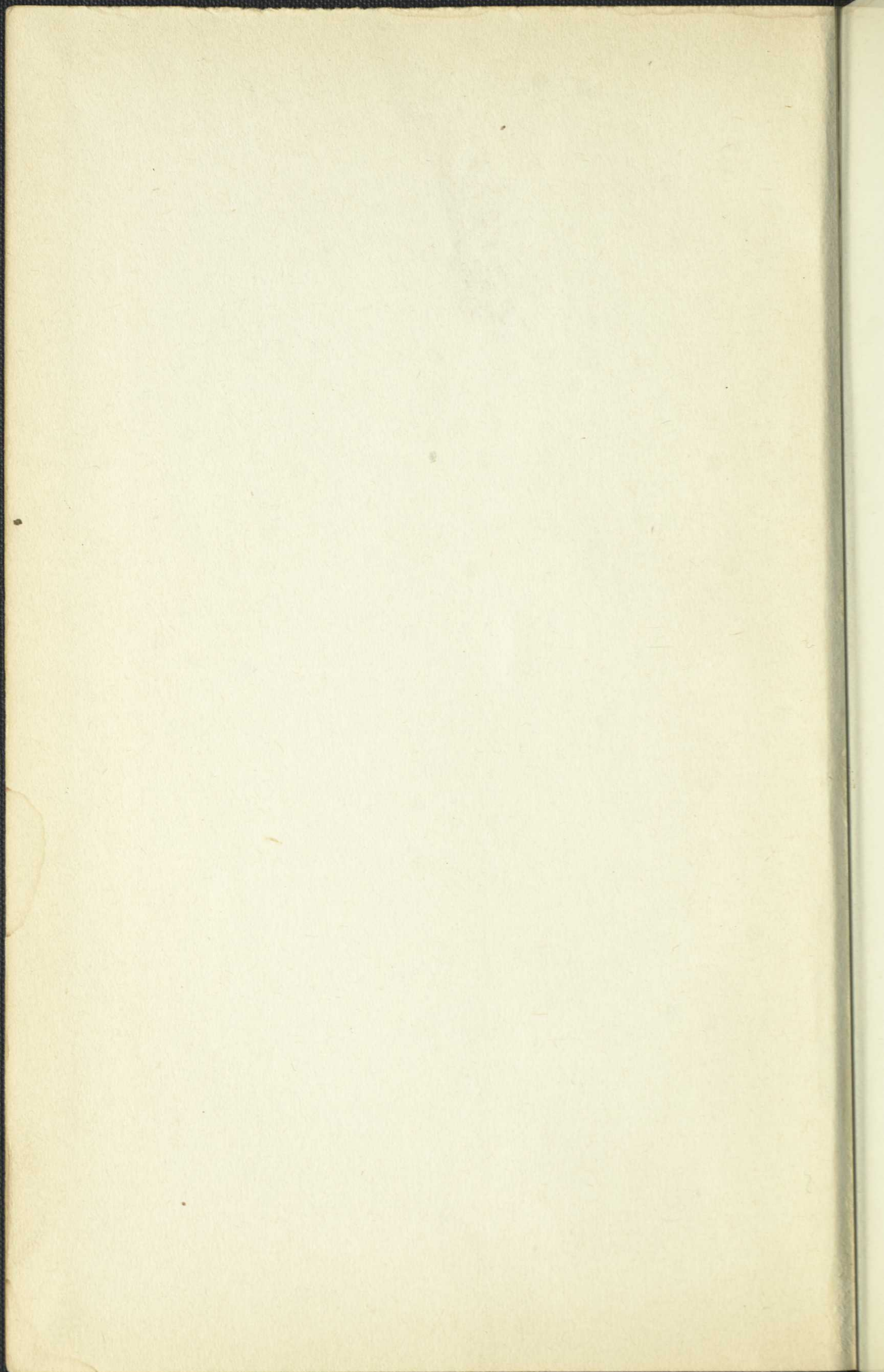
JC
433
H37

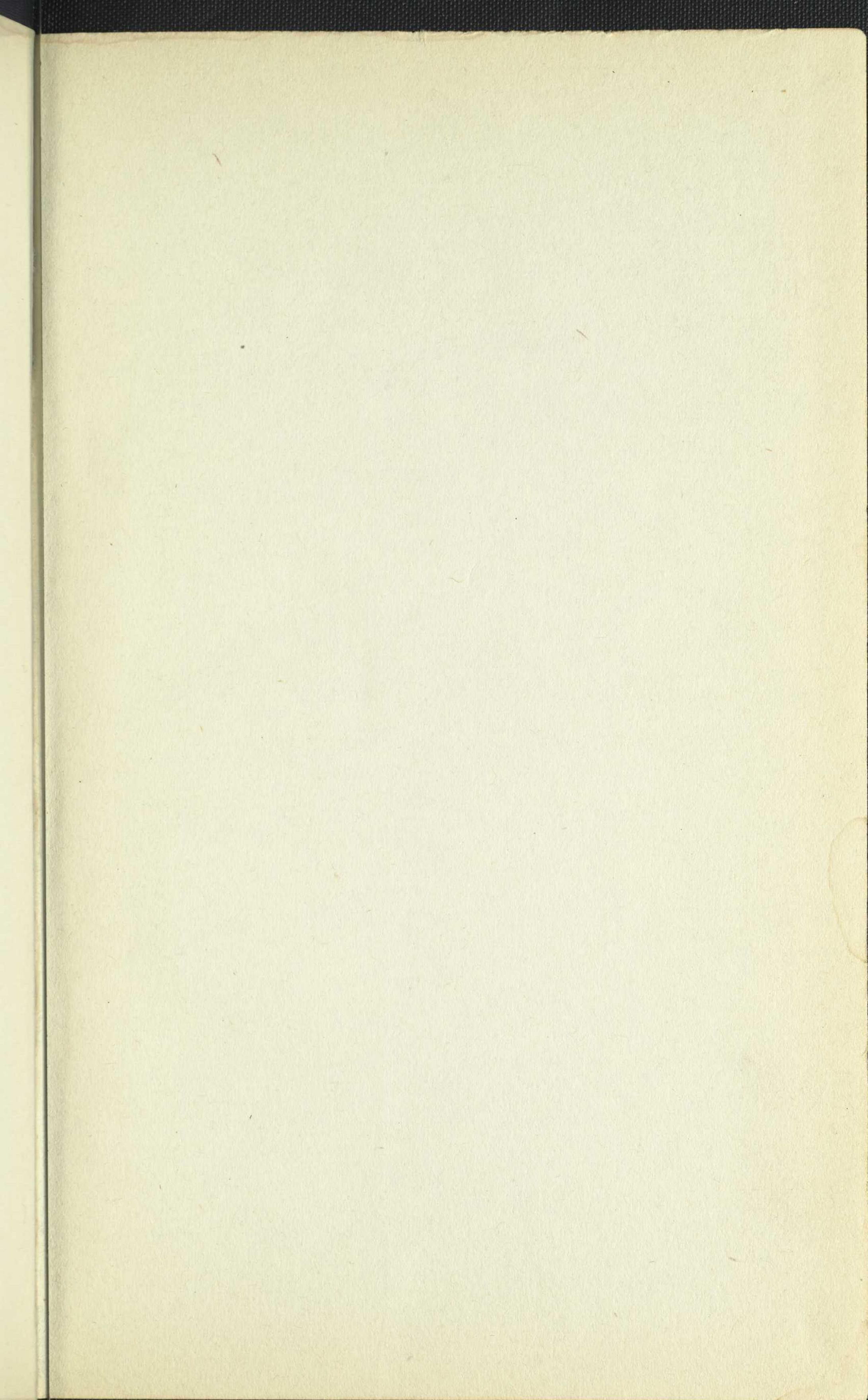
Eg

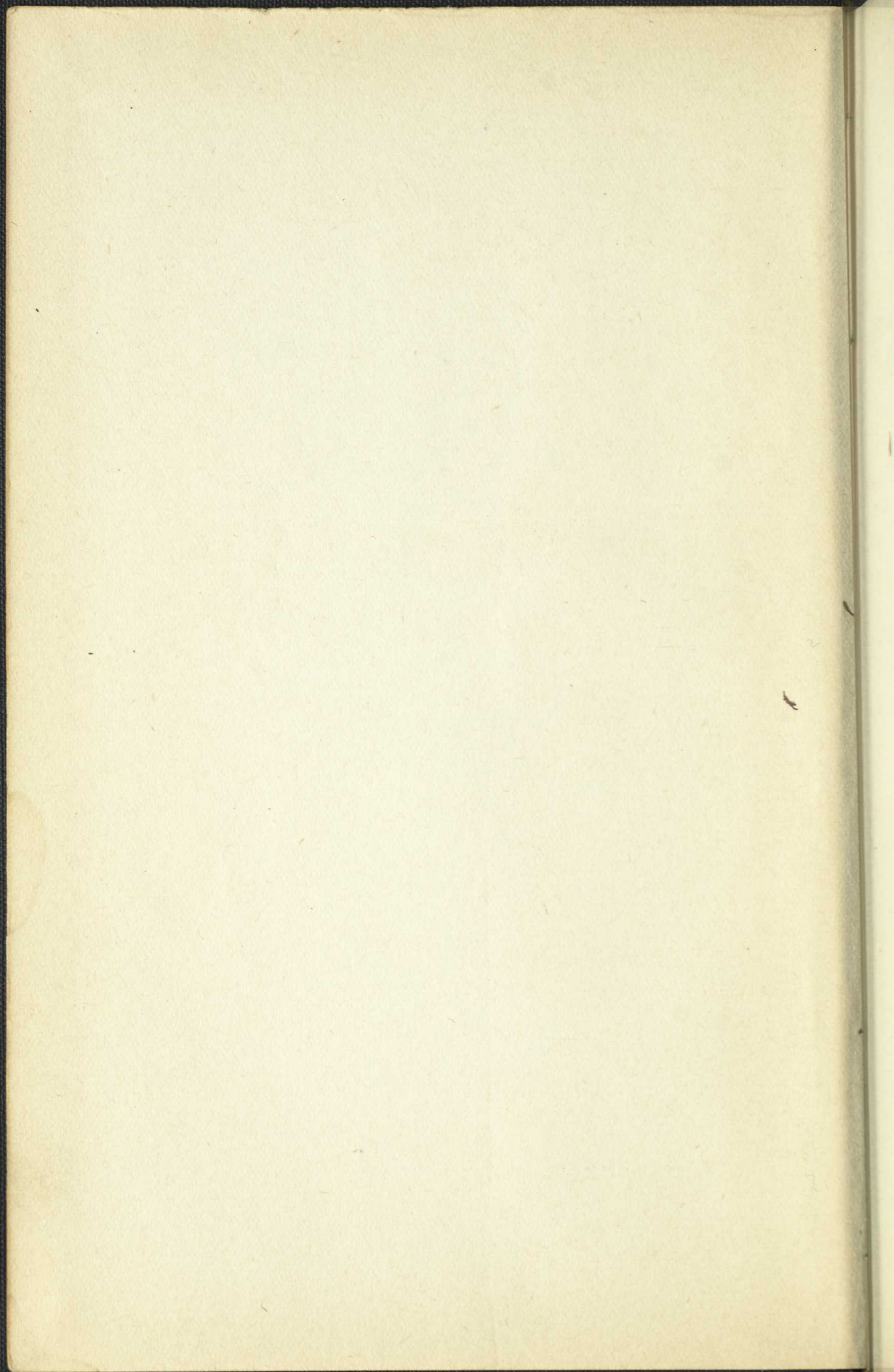












LES GRENOUILLES

demandent un roi

DU MÊME AUTEUR:

MARCEL FAURE,

Roman, 1922, Imprimerie de Montmagny

PAGES DE CRITIQUE,

1926, *Editions du "Soleil", Québec*

L'HOMME QUI VA...

*Nouvelles, 1929, Prix David, Editions du "Soleil",
Québec*

LES DEMI-CIVILISÉS,

Roman, 1934, Editions du Totem, Montréal

SÉBASTIEN PIERRE,

Nouvelles, 1936, Editions du Quotidien, Lévis

ART ET COMBAT,

*Morceaux choisis, 1937, Editions Bernard Vali-
quette, Montréal*

JEAN-CHARLES HARVEY

LES GRENOUILLES demandent un roi



ÉDITIONS DU JOUR
MONTREAL

LES EDITIONS DU JOUR
MONTREAL

THE CHURCH OF THE

THE CHURCH OF THE

THE CHURCH OF THE

JC
433
H37
F

THE CHURCH OF THE
THE CHURCH OF THE

THE CHURCH OF THE
THE CHURCH OF THE

INTRODUCTION

Deux courants se partagent aujourd'hui l'opinion d'un grand nombre : le socialisme et le fascisme. L'un et l'autre, partant de points contraires, se rencontrent généralement dans une défiance commune de l'entreprise privée. Tous deux tendent également à asservir à l'Etat les forces productives et créatrices de l'individu. Dans leurs déclarations, socialistes et fascistes emploient exactement les mêmes mots pour flétrir leur ennemi : « Détruisons, disent-ils, la dictature économique ! »

Qu'entendent-ils par ces mots ? Sans aucun doute toute forme de capital privé qui dépasse certaines limites indéterminées et qui, à leurs yeux, constitue une injustice pour les hommes moins fortunés. Ils n'admettent qu'un seul capitaliste, ou du moins qu'un seul régisseur du capital : l'Etat. A lui de distribuer les richesses de façon que personne ne manque de rien de la naissance au trépas et que personne non plus — individu ou corporation — n'accumule trop de biens.

Tout en se combattant farouchement, les deux écoles ont dénoncé avec la même énergie la liberté de créer l'oeuvre matérielle et d'en profiter. Après avoir écouté leur enseignement, des millions d'hom-

mes sont persuadés que tout individu dont l'occupation rapporte beaucoup d'argent est ou bien un ennemi de la société ou bien un voleur, ce qui revient au même.

Loin de moi l'idée de confondre ces idéologies. Le socialisme veut sincèrement fonder sur la volonté populaire l'autorité et la richesse de l'Etat, et, par là, il reste théoriquement dans la ligne démocratique ; le fascisme méprise la foule et l'individu, qui ne doivent vivre, d'après lui, qu'au service de l'Etat ; le socialisme ne manque ni d'idéal ni de générosité ; le fascisme, en excluant la participation du peuple au pouvoir, n'est que la forme contemporaine de toutes les tyrannies dont les hommes cherchent à se délivrer depuis des siècles.

Cependant, le socialisme, comme le fascisme, conduit, par des voies différentes, à la suppression des libertés démocratiques.

Comme tous les vrais libéraux, je suis *socialisant* et non pas *socialiste*. Qu'est-ce qu'un socialisant ? C'est l'homme qui croit au progrès social, au droit que possède chaque individu, dans une société libre et civilisée, de travailler, de s'instruire, de trouver sur son chemin la « chance » de vivre, d'être non seulement pourvu de nourriture, de vêtement et d'abri, mais de jouir du bien-être matériel et moral. Si le régime de la liberté se montrait impuissant à élever les masses, elles écraseraient la liberté. Et l'époque troublée que nous traversons pourrait bien, si nous n'y prenons gar-

de, produire cette catastrophe. C'est pourquoi nous devons tous travailler au progrès social, être socialisants, sous peine d'assister à l'écroulement de nos institutions libérales.

Ce qu'il faut déplorer dans le prétendu « ordre nouveau », c'est le matérialisme qui réduit le problème humain à une question de dollars et de cents. *Le bonheur ne consiste pas à ne manquer de rien, mais à faire ce que l'on veut.* Etre l'esclave de rien ni de personne, c'est-à-dire ni de ses passions ni d'un pouvoir oppresseur, agir suivant une conscience droite et une pensée libre dans une fonction qu'on a choisie suivant ses goûts et ses aptitudes, voilà peut-être ce qui procure le plus de joie et de paix. Le bonheur n'est pas dans l'absence de la douleur et de l'effort ; il y a parfois plus de souffrance et de labeur dans la liberté que dans la servitude. Mais qui trouverait le bonheur à préférer celle-ci à celle-là ?

C'est donc une grave erreur de penser que l'Etat, après avoir dépouillé les individus de leurs moyens d'initiative et s'être promu le dispensateur unique du travail et des produits, aura mis fin aux misères de tous les hommes. Tout au plus aura-t-il causé d'amères et profondes déceptions, car il aura détruit la beauté de la société en la nivelant. Rien ne saurait remplacer, dans une âme bien trempée, la satisfaction d'être le propre artisan de ses joies, de ses peines, de ses succès, de ses échecs, en un mot de sa vie.

Je suis journaliste, c'est-à-dire, l'un de ces semeurs d'idées et d'opinions qu'on ne prend guère au sérieux. Mon capital, c'est ma plume. Ma plume est mon outil. Pour rien au monde je ne la voudrais asservie à la domination totale de l'Etat socialiste ou de la dictature fasciste. Soumise à la vérité surtout, soumise à ma conscience, à ma pensée, à ma volonté, à mes rêves, qu'elle reste insoumise aux dogmes oppresseurs, aux pressions extérieures, aux dictées arbitraires ! Matériellement et moralement, elle est tout mon capital. Je la possède toute, jalousement, et la gardant ainsi, je dois, malgré ma pauvreté, mes dettes, mon insécurité financière, me proclamer capitaliste, voire capitaliste libéral. « Une plume, direz-vous, c'est un capital microscopique. Ce n'est pas ce capital qui représente l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous voulons parler des grosses machines, des gros outils et des gros comptes de banque. » Pourtant ce capital tout petit, si petit qu'on le tient entièrement entre deux taches d'encre, est l'un des premiers que l'Etat omnipotent devra s'approprier s'il veut réaliser son dessein sans entraves. Dans toutes les tentatives d'étatisation massive, c'est ce capital que l'on confisque en premier lieu. Et comme je me révolte à la seule idée d'une telle confiscation, je manquerais à la justice et à la logique si je disais légitime la confiscation des grosses machines, des gros outils et des gros comptes de banque. La valeur d'un tel principe d'équité ne doit pas se me-

surer à la dimension ou à la quantité des objets, mais au droit des gens comme au bien commun. Les réalisateurs d'une honnête entreprise matérielle sont les propriétaires de leurs oeuvres au même titre que l'écrivain est le maître de ses livres.

Du petit capital, celui de la plume, qui rapportera peut-être à qui sait s'en servir, au pays de Québec, environ \$100,000 en vingt ans, à la grande entreprise privée, qui rapportera cent millions dans le même temps, il n'existe qu'une différence de degré. Le dollar ne change pas de nature en se multipliant. Depuis longtemps, il a cessé d'être un objet d'épargne pour devenir un moyen de production au service de la masse. L'avare classique n'est guère mieux qu'un péché historique, et même le vieux bas de laine, tout usé et troué, a laissé couler ses pièces vers l'industrie, le commerce, les emprunts d'Etat. Le grand nombre, le très grand nombre des créateurs et chefs d'entreprises modernes recherchent plutôt leur satisfaction dans la conscience de leur activité que dans l'argent que procure cette activité.

Je veux dire que l'un des meilleurs éléments de bonheur, chez tout individu normal, du menuisier qui construit un escalier et du journaliste qui torche son article, au président de la Nickel ou de la Steel, c'est l'effort progressif, la concordance du fait matériel avec le mouvement de la pensée directrice, la lutte avec l'obstacle et finalement la réalisation. Je ne parle pas ici pour ceux qui

n'ont jamais rien réalisé: la plupart sont socialistes, fascistes ou communistes ; je parle pour tous ceux qui ont réussi. Et j'affirme que ce serait enlever à l'homme le meilleur de sa joie de vivre que de lui ravir son initiative, son entreprise, les enfants de sa pensée ou de son imagination. Ce serait aussi diminuer la beauté du monde.

Il est peut-être téméraire d'exprimer ces opinions au moment où des foules, sur tous les continents, semblent désirer la disparition du régime de l'entreprise privée. Tant pis ! Raisons de plus pour crier gare ! Il est bon que l'on sache d'avance à quoi l'on s'expose quand, après avoir joui de la liberté, on l'étrangle de ses propres mains ; il est bon que l'on retrouve un jour, parmi les documents de notre époque troublée, quelques vérités simples, courageuses, qui serviront à hâter le retour au bon sens et à la santé morale.

La plupart des chapîtres qui suivent ont paru sous forme d'articles dans le *Journal*, de Montréal, en 1942 et 1943. Ce volume ne saurait donc présenter cette unité, ce fondu, cette belle ordonnance des faits et des arguments, que l'on trouverait dans un livre conçu d'après un plan suivi et défini; il ne prétend pas non plus épuiser un sujet aussi vaste que le problème contemporain. Tout au plus offre-t-il à la réflexion quelques observations essentielles que le lecteur voudra bien discuter et compléter.

J. Ch. H.

À CEUX QUI DOUTENT

Canadien d'origine française, issu de six générations successives de Laurentiens, je suis né et j'ai grandi dans le seul coin de l'Amérique du Nord qui ait presque totalement échappé aux influences de la Réforme, de la Révolution française et des « bills of rights » des grandes nations démocratiques.

Les divers mouvements sociaux, les puissants courants d'idées, qui, depuis plus de trois siècles, ont transformé la pensée et la vie des Français, des Anglais, des Américains et de millions d'hommes épars dans tous les pays du globe, ont à peine effleuré l'âme du peuple auquel j'appartiens.

Par les lois écrites, par les cadres constitutionnels et par les éléments superficiels du progrès, tels la radio, le téléphone, l'électricité, l'automobile, cette vieille famille française semble être au diapason de l'époque contemporaine. Ce n'est là qu'une apparence.

Sauf quelques milliers d'hommes et de femmes, évolués miraculeusement dans ce milieu retardataire qu'est notre petite bourgeoisie, sauf aussi une minorité de prolétaires urbains, qui se sont libérés du passé en se mêlant aux cercles cosmopolites, les Ca-

nadiens de langue française, maintenus dans les idées, les opinions et l'instruction du seizième siècle, ont été soigneusement *protégés* contre les doctrines démocratiques et libérales.

J'appartiens à la minorité, celle des évolués, celle qui s'est évadée du *protectorat* et qui, ayant violenté son atavisme et franchi l'étape, mesure mieux que ne peuvent le faire bien des Anglais, des Américains ou même des Français, l'abîme qui sépare la contrainte de la liberté.

Je veux dire que les personnes habituées à la pratique de la démocratie, n'ayant jamais connu autre chose, ne sauraient apprécier autant que moi un tel bienfait. Il faut avoir connu soi-même l'intransigeance dogmatique, y avoir cru comme je l'ai fait dans ma jeunesse, en avoir joui d'abord, en avoir souffert ensuite, s'en être enfin émancipé, pour rendre là-dessus un témoignage vraiment personnel.

Un démocrate qui aura toujours vécu à New York, à Washington, à San-Francisco, à Londres ou à Paris sera toujours étonné d'apprendre qu'il existe, en Amérique du Nord, en plein milieu du monde anglo-américain, trois millions d'individus auxquels un enseignement officiel et général affirme que la liberté de pensée et de conscience est le danger suprême, une offense grave à Dieu et aux hommes. On sera plus surpris encore quand on saura que, chez ce peuple, un citoyen né de parents canadiens et parlant français qui serait publiquement connu comme libre-penseur, fut-il par ailleurs

honnête, intelligent et utile, sera en butte à des boycottages efficaces et à des exclusions voisines de l'ostracisme. L'exercice de certaines professions, sauf dans les cercles anglo-canadiens, lui deviendrait impossible.

C'est précisément parce que je connais parfaitement les milieux où n'existe pas la liberté de ne pas croire comme les autres, que j'exhale ici ma foi libérale et démocratique. Cette foi m'a soulagé d'un poids immense et inondé de lumière. Elle m'a inspiré l'horreur de l'absolutisme politique, économique et social, l'horreur de toutes les manières de vivre imposées par la dictature.

J'apporte donc à la cause l'ardeur et l'enthousiasme du néophyte. Comme il m'a fallu combattre pour elle pendant un quart de siècle, je n'ai pas eu besoin d'une guerre contre les pays fascistes pour me rappeler la valeur de l'individu, la dignité de la personne humaine, l'inviolabilité de la conscience, la nécessité et la fécondité de l'initiative privée. Je sais que la merveilleuse aventure inaugurée, il y a plus d'un siècle, par les apôtres des droits de l'homme, nous achemine vers un idéal que rien ne dépassera jamais.

Malheureusement, à l'heure où les éternels oppresseurs de l'humanité nous forcent à défendre cet idéal au prix du sang, nous découvrons tout à coup que les grands mots de « démocratie » et de « liberté » manquent de dynamisme et ne suffisent pas à produire, dans toute la jeunesse, le frémisse-

ment sacré qui pousse aux actions glorieuses et sublimes.

Pour ces jeunes, à qui on demande tout, même la vie, la démocratie, ce n'est pas l'émancipation du peuple et de l'individu, ni l'acheminement, par les routes du progrès indéfini, vers une perfection et un bonheur, ni une conquête chèrement gagnée par des siècles de luttes, ni la suprême espérance du faible, non, car pour eux, l'image du régime s'est faite aux heures sombres de ce siècle, celles qui ont marqué la crise de 1929 à 1937. La masse des combattants aujourd'hui âgés de vingt à trente ans, n'a presque pas connu le travail en temps de paix. C'est une génération dont l'adolescence s'est passée dans les angoisses du chômage. Pour cette raison, elle ne se montre pas très empressée à bénir un régime qui, pense-t-elle, ne lui a donné que la guerre après lui avoir refusé le travail. C'est une grave erreur que de faire porter aux institutions démocratiques la responsabilité de certains maux dus à l'égoïsme et à l'imprévoyance de quelques-uns. N'en blâmons pas les jeunes : ce n'est pas leur faute si les gardiens naturels de l'Etat ont négligé d'insuffler aux générations nouvelles la connaissance et le culte de la vie démocratique. Ce n'est pas leur faute non plus, si l'égoïsme de maints faux-démocrates a saboté le régime.

Les formules empruntées aux textes sacrés de la liberté n'ont pas vieilli. Elles sont éternelles. Parce qu'elles nous présentent un idéal qui n'a pas

encore été atteint, en d'autres termes, parce que la démocratie n'a pas été pleinement réalisée, en dépit des conquêtes qu'elle a faites depuis un siècle et demi, elles n'ont rien perdu de leur dynamisme pour qui sait les comprendre et les interpréter. Les prétendus chefs qui avaient charge de l'opinion, c'est-à-dire charge d'âmes, sont coupables d'avoir attendu qu'une guerre épouvantable éclatât contre la démocratie pour songer à expliquer celle-ci, à la défendre, à la faire aimer.

Nos ennemis, pour mobiliser et fanatiser les forces du mal, avaient, bien longtemps avant nous, trouvé des formules dynamiques dans le nazisme et le fascisme ; les Russes avaient fait et réussi une grande révolution par une autre formule dynamique, le communisme. Des années durant, nous avons été inondés de ces mystiques diverses, sans que nous songions à nous en défendre par une mystique à nous, celle de la démocratie, qui vaut beaucoup mieux ; nous n'avons eu recours qu'à une seule défense : la baïllon, défense négative, dangereuse, qui donne à l'ennemi l'auréole du martyr, et au défenseur de la vérité, le visage du persécuteur.

Ce n'est pas par la police seulement que l'on se gare des idées dites subversives : c'est par l'idée de justice et de vérité. Ceux qui n'emploient d'autres arguments que le cachot ou le camp de concentration manquent évidemment d'imagination, de philosophie et de conviction. Hélas ! le bien-être, le confort, la vie facile, le désir de la paix, chez tous

les dirigeants de la démocratie, avaient créé chez ces derniers une telle habitude de sécurité et de paresse, qu'ils avaient fini par oublier ce qu'ils devaient au régime. Héritiers des plus grandes et des plus belles révolutions de tous les siècles, ils jouissaient de l'héritage sans même se demander d'où il leur était venu.

C'est pourquoi une grande partie de la jeunesse, en écoutant aujourd'hui nos refrains démocratiques, a l'impression qu'on lui propose un état stationnaire, un semblant d'idéal que les Anglais appellent *statique*, incapable par conséquent de remuer les masses.

Or, la liberté ne saurait être statique, parce qu'elle ne parvient jamais au bout de ses conquêtes. Il y aura toujours place pour la libération des consciences, par la destruction des préjugés, des superstitions et du mensonge; place pour la libération des corps, par le progrès matériel dû à l'initiative et à l'imagination des individus; place pour la libération des masses par l'épuration des lois et le perfectionnement social.

La démocratie est donc progressive par essence, c'est-à-dire dynamique au plus haut degré. Mais le progrès est impossible sans la liberté d'entreprise, non seulement dans les choses de l'esprit, mais aussi dans le règne de la matière. Esprit et matière, âme et corps, sont inséparables, aussi bien dans la personne sociale que dans la personne humaine. On ne saurait ignorer ou mépriser cette vérité

sans porter un coup mortel au principe démocratique.

C'est pourquoi je m'étonne d'entendre très souvent, à l'heure présente, des hommes qui se disent démocrates soutenir que l'ère de l'entreprise privée dans le domaine matériel, doit finir au profit d'on ne sait quelle vague collectivité. Ces gens peuvent être des rêveurs ou des inconscients, ils ne sont sûrement pas des démocrates. C'est comme qui dirait: « Ligotons les corps afin de libérer les âmes. »

Toute dictature, celle d'un homme ou celle d'un Etat, est incompatible avec l'esprit de la démocratie, ou bien les mots ne signifient plus rien. Or, la disparition de l'entreprise privée dans l'ordre matériel entraîne fatalement l'une ou l'autre de ces dictatures.

Le mot « démocratie » exerce tout de même un prestige considérable dans le monde moderne, puisque ceux-là mêmes qui, volontairement ou non, veulent la ruiner ou la détruire, s'en décorent, se vantent de la pratiquer mieux que nous. Des théologiens du fascisme, du nazisme ou du communisme, on s'en souvient, nous ont affirmé tour à tour que leurs doctrines économiques et sociales étaient plus démocratiques que les nôtres. J'ai même entendu des emballés dire sérieusement que la Russie était la seule démocratie du monde actuel.

Dans ces errements, cette propagande, ce bourrage de crânes, qui contribuent si fortement à entre-

tenir la confusion des idées, je perçois tout de même, non sans fierté, l'hommage universel à un mot plein de sens, lourd d'histoire et d'avenir, qui renferme, dans ses dures syllabes, l'impérissable espoir et la profonde aspiration des masses.

D'aucuns me reprocheront de proposer le *statu quo* comme récompense aux sacrifices inouïs exigés de tous par la guerre présente. Rien de plus faux ! Je propose au contraire le seul et unique moyen de continuer la marche ascendante de l'humanité : le maintien des libertés démocratiques. Ce n'est certes pas en supprimant l'une de ces libertés, la principale peut-être, que l'on favorisera le progrès social ou économique, pas plus d'ailleurs que le progrès intellectuel et moral,

Ce sont les divers étatismes, quels qu'ils soient, qui emprisonnent la société dans le *statu quo*, parce qu'ils assignent sa place à chaque individu et que, par le fait même, ils mettent une entrave sérieuse à son initiative, à son action, à sa fantaisie créatrice, à son bonheur et à sa beauté.

Il ne faut à aucun prix que cette guerre se termine par le triomphe de cette cruelle absurdité. Je sais que le mal s'infiltré un peu partout, que d'habiles propagandistes ont inoculé à des millions d'hommes le désir morbide de la servitude. Plusieurs de mes amis les plus chers en sont atteints.

Mais je sais aussi que des millions de jeunes gens rapporteront des champs de bataille le sérum de la liberté. On aura pu les griser quelque temps d'il-

lusions et de promesses ; ils ne seront pas lents à redevenir lucides en présence des réalités.

Les marchands de terre promise apprendront vite qu'il est très difficile de pratiquer en permanence, soit en Angleterre, soit en France ou aux Etats-Unis, les méthodes bureaucratiques et monopolisatrices, qui ne laisseraient à l'individu d'autre droit que celui de travailler toute sa vie pour un seul et même patron, d'être privé de toute initiative en dehors des conflits féroces de la politique, de payer en taxes les dépenses d'un fonctionnarisme pléthorique, paresseux et sans ambition, de croire aveuglément en l'infailibilité d'un système contre nature.

L'ÂME DE LA DÉMOCRATIE

L'initiative individuelle est d'essence démocratique et se confond avec la liberté d'action comme avec la liberté de penser. Et elle est sûrement un élément de bonheur. Nier cette vérité, ce serait affirmer qu'il vaut autant être galérien que l'artisan de sa propre destinée. Le rêve généreux des hommes qui ont fondé la démocratie, c'était justement de permettre au plus grand nombre possible de faire sa vie.

Quelle est en effet la fin dernière, je dirais, l'âme de ce régime ? Est-ce le suffrage universel ? Un peu. Est-ce la liberté ? Oui sans doute. Est-ce le droit pour tous et chacun de partir dans la vie à chances égales ? Oui, dans une large mesure. Mais qu'est-ce encore ? A mon avis, c'est surtout la libération de l'individu dans toute la mesure permise par le bien commun, c'est l'homme délié, rendu à lui-même, à ses forces d'action et de progrès, à sa pensée, à sa raison, à sa joie propre, au bonheur inouï qui consiste à se réaliser soi-même.

Vivre en régime démocratique, c'est être libre de se choisir pour un temps des mandataires, des *gérants*, qui devront rendre compte de la chose publique, comme doivent le faire des serviteurs, les servi-

teurs du peuple. . . Et c'est beaucoup plus encore : c'est être libre de choisir sa voie, dans le domaine de la pensée comme dans celui de l'action extérieure ou matérielle, et de poursuivre cette voie avec des sacrifices librement acceptés et en des joies chèrement conquises jusqu'au jour où, près du terme de sa carrière, on puisse se rendre le témoignage *d'avoir fait sa vie* sans y avoir été entraîné par d'autres moteurs que sa vision d'un but désirable ou sa propre conscience.

Ces réalisations individuelles si profondément humaines, si complètement inséparables de la nature et de l'universelle aspiration au bonheur, ne sont possibles que dans une démocratie ou dans un autre régime qui pratique la démocratie sans en avoir la forme : *c'est se gouverner soi-même*. Le gouvernement de soi, voilà l'idéal démocratique. Il ne s'agit pas de savoir si nous l'avons atteint. On n'atteint jamais complètement l'idéal. Il suffit de savoir que de grandes âmes, à la faveur de nos institutions libres, ont avancé, par élans magnifiques, vers la perfection de leur pensée et de leur action, qu'elles ont gravi des sommets très élevés et que toujours, à leur suite, d'autres hommes, aussi bien trempés, aussi profonds, aussi ardents, aussi convaincus des possibilités infinies de leur être, monteront vers les splendeurs nouvelles. Telle est la condition du progrès, progrès dans l'esprit, progrès dans la matière, peu importe. Ces réalisations humaines supposent nécessairement une lut-

te. Tout est lutte chez les vivants. La lutte est l'indispensable élément de l'action, c'est-à-dire de la vie et du bonheur.

De faux historiens, qui semblent n'avoir rien vu, rien compris, rien saisi du sens de la mission humaine, nous parlent de la *vieille démocratie* comme d'une chose qui a fait son temps et qui doit faire place à un *ordre nouveau*. Ils ne s'aperçoivent pas que cet ordre nouveau est un retour au passé millénaire et que les institutions qu'ils nous proposent comme des panacées ont été condamnées par le temps et par les hommes. Le monde ne retourne pas en arrière. Vieille, la démocratie ? Elle vient à peine de naître. Au cours des âges anciens, on ne l'a jamais pratiquée dans le vrai sens du mot. Toujours une large, une très large portion du peuple en était exclue. Ce n'est que depuis la mise en pratique des libertés démocratiques en Angleterre et depuis les deux principales révolutions, celle des Etats-Unis et celle de la France, qu'on en a goûté quelques bienfaits. Essais imparfaits, pleins d'inexpérience, de doutes, de contrefaçons parfois, mais essais lumineux, qui ont permis à quelques millions d'hommes, formés en sociétés libres, de guider le reste de l'univers non pas seulement par le progrès matériel ou la domination de la matière, mais par l'esprit, la culture, le savoir, l'art, la raison et surtout les habitudes de « fair play », de justice, de charité, de pitié, d'entraide, de politesse, de respect de la vie, d'appréciation de la joie et de la douleur,

toutes choses qui ont fait les meilleures conquêtes de la civilisation.

On en est arrivé là par le *gouvernement de soi*, expression suprême de la liberté démocratique, car c'est surtout dans nos démocraties que les individus se sont conduits par eux-mêmes en pensées et en oeuvres. C'est lorsque chaque être d'élite a sa foi, une foi raisonnable, fondée sur le principe universel et sur la morale commune, que peuvent se réaliser tous les progrès accessibles à notre espèce. En cela, le monde franco-anglo-américain nous offre les exemples les plus indéniables, et aussi les plus féconds en espoirs d'avenir.

Lorsque la démocratie sera sortie de l'enfance, c'est-à-dire, lorsque les chefs de nos pays, autrefois imprévoyants ou maladroits, auront donné aux enfants du peuple toutes les lumières auxquelles ils ont droit, lorsque chaque citoyen, informé des lois essentielles qui doivent régir toute collectivité et toute vie individuelle, sera rompu à la science et à la vérité, aura perfectionné sa pensée, sa raison et son amour, alors, ce régime répondra au vœu de la constitution américaine, qui proclame le droit de chacun à poursuivre le bonheur.

Le chemin est long à parcourir. Il sera infiniment plus long si, par malheur, nous permettons aux ennemis de la liberté, aux tyrans germaniques ou nippons, à tous ceux des doctrinaires qui, chez nous comme ailleurs, voudraient sacrifier l'individu à l'Etat, de gagner cette guerre où il ne s'agit plus de

rivalités impériales, mais de savoir si l'esclavage, aboli depuis la conquête des droits de l'homme, sera rétabli et pèsera sur nous et sur nos enfants pour mille ans à venir.

et les autres, mais le voyant si l'esclavage
est si odieux à nos yeux, et si nous en sommes
si malades, nous ne pouvons que le détester.

O
voy
Jui
bri
en
A
d'in
suf
un
pro
les
pita
tan
soc
rég
sol
I
que
mu
n'e
me
gén
pét
ne

LA NOUVELLE IDOLE

On s'imagine que l'Etat peut et doit être le pourvoyeur universel du bonheur des hommes. Les Juifs du désert, par besoin d'un dieu nouveau, fabriquaient et adoraient le veau d'or. Le monde est en train de créer sa nouvelle idole : le Dieu-Etat. A l'ombre de cette idole, plus de souffrance, plus d'injustice, plus d'inquiétude ! Le chômage, l'insuffisance des salaires, le manque de sécurité pour un grand nombre, la mauvaise distribution des produits, l'influence souvent néfaste de l'argent sur les pouvoirs publics et le prestige excessif du capital supplantant les valeurs spirituelles sont autant d'arguments invoqués par certains groupes de sociologues pour demander le renversement d'un régime qui, d'après eux, n'a semé que ruine et désolation.

Il n'y a pas de gouvernement parfait. Il n'y a que des hommes plus ou moins parfaits. La formule idéale n'existe nulle part, n'a jamais existé, n'existera jamais. Les hommes ont tôt fait de mettre sur les institutions les plus belles et les plus généreuses le sceau de leurs passions, grandes et petites. Je sais une chose avec certitude que rien ne saurait ébranler : on ne remplacera jamais l'ini-

tiative individuelle, dont le ressort est l'ambition, l'élan vers une grandeur. Il n'y a pas de civilisation, pas de progrès possible sans elle. Elle est inséparable de l'esprit démocratique (j'emploie ici le mot « esprit », car l'esprit se moque souvent des formes de gouvernement ou des lois artificielles de l'économie) et du libéralisme. J'ai une autre certitude : dans notre monde contemporain, ce sont tout de même les démocraties libérales qui, malgré leurs nombreuses lacunes, ont procuré aux hommes la plus grande somme de bonheur. Il suffisait de faire le tour de notre petite planète, même en 1939, à la veille de la guerre, pour s'en rendre compte. Et chez les tragiques fumistes qui, du fond de l'Italie, de l'Allemagne ou de l'Espagne, noyaient notre continent de propagande anti-démocratique, il n'y avait que des maîtres et des esclaves.

Il faudra des réformes. Les faibles ont les mêmes droits que les forts et ceux-ci ont pour devoir de rendre ceux-là moins faibles. Est-ce à dire que les réformes exigent soit la destruction d'un régime éminemment perfectible, soit même une effusion de sang ? Je ne le crois pas. Je connais certains idéologues canadiens et américains qui n'ont que le mot révolution à la bouche et qui, rejetant toute idée d'évolution pacifique, soutiennent qu'il faudra couper des têtes. Et après ? Serions-nous plus avancés ? Tous ceux qui, après avoir vécu des années en Russie, sont revenus parmi nous, sont unanimes à déclarer que le standard de vie des Russes

est loin, très loin, d'égaliser le nôtre. Tout au plus peut-on dire que le progrès réalisé par cette admirable nation, depuis vingt ans, est prodigieux. Est-ce suffisant pour que Moscou devienne la Rome de notre religion de l'avenir ? Vous verrez que les républiques soviétiques évolueront de plus en plus vers l'initiative individuelle pour réaliser le rêve élaboré par Pierre le Grand et continué par le dur et pratique Staline.

J'ai beau examiner les accomplissements du socialisme ou de l'étatisme, dans tous les endroits du monde où il se pratique, je n'y vois aucun argument contre la démocratie. Au contraire : la comparaison est toujours favorable à la démocratie libérale. Je fais appel ici au témoignage de tous les hommes de bonne foi, que n'aveuglent pas le parti pris et l'esprit de parti, l'entêtement ou l'orgueil. Ceux-là vous diront ce qu'ils pensent des impossibles théories égalitaires ou du paternalisme exagéré de l'Etat en regard de la libre action de ces forces naturelles qu'on appelle les facultés de chaque homme.

Le... jetés dans les... lons tres, qu'a bre. hom pers au b puis envi mon dra tout donn à sa ne l vie, jure les légi deu mier

L'IMPOSSIBLE ÉGALITÉ

Les individus ne naissent pas égaux. Tous sont jetés par la vie au bas de l'échelle de Jacob, mais dans la lutte avec l'ange, avant de gravir les échelons de lumière, beaucoup succombent. Les autres, après avoir terrassé l'ange, monteront jusqu'aux étoiles. Et ce sera toujours le petit nombre. Toutes les lois que l'on fera pour égaliser les hommes, c'est-à-dire, pour empêcher l'entreprise personnelle et libre, seront funestes au progrès et au bonheur intime de tout être doué d'idéal et de puissance. Je mépriserais toujours l'être faible et envieux qui, gémissant de l'infériorité de son état, montrera les poings aux vainqueurs de la vie, voudra briser leurs oeuvres, leurs maisons, leur luxe, toute la beauté accumulée autour d'eux, pour se donner la triste satisfaction de les voir descendre à son propre niveau. Par contre, j'admirerai le jeune homme frissonnant d'ambition, d'espoir et de vie, qui n'est rien du tout aujourd'hui, mais qui jure d'être quelqu'un demain, un jeune qui, visitant les bureaux luxueux de son chef, aura le désir légitime de s'y asseoir lui-même un jour. Entre ces deux types humains, c'est le second qui vaut le mieux, veuillez m'en croire. Quant à moi, je ne

tiendrais plus à vivre dès l'instant où je ne verrais partout que des hommes pareils, avec des vêtements pareils, une nourriture pareille, des maisons pareilles, des idées pareilles, une foi pareille. Cette médiocrité universelle me donnerait la nausée.

L'égalité, telle que la conçoivent les théoriciens du communisme, est antiscientifique. Tous les êtres vivants, sans exception, ne vivent que d'inégalité. La mort seule, c'est-à-dire le néant, les égalise. Même dans la matière inanimée, l'égalité est impossible.

L'homme normal aspire à l'infini. De là un élan vers le perfectionnement indéfini, de là aussi la possibilité du progrès. C'est l'idéal. Les idéals humains sont les plus divers, depuis celui du saint jusqu'à celui du commerçant. Il y en a pour toutes les aptitudes et tous les goûts. C'est même cela qui fait toute la beauté de l'humanité, tout le poignant des luttes inévitables que les individus se livrent entre eux. Et dans cette forêt de vies inégales, notre admiration va de la simple fougère au pin gigantesque. Et la terre serait laide qui se couvrirait uniquement de fougères. Laide aussi, toute couverte de pins égaux. Cette inégalité ne va pas sans drames. Des herbes périssent au pied des érables parce que ceux-ci leur prennent leur lumière et leur sève ; mais on ne saurait faire périr la forêt des érables pour donner la lumière aux brins d'herbes. On doit donner à chacun toute la sécurité possible ; on ne peut sacrifier à la seule idée

de sécurité les grandes initiatives de l'homme, car ce serait la mort de la liberté, aspiration de toute âme élevée, ce serait même la négation de la spiritualité humaine.

George Bernanos, dans son admirable livre « Lettre aux Anglais », que tous les catholiques véritables devraient lire, n'en déplaie à ses quelques détracteurs, écrit cette page remarquable : « Les hommes qui prétendent se décharger sur la collectivité de leurs devoirs ou de leurs risques se condamnent à lui abandonner aussi leurs droits. Aujourd'hui même, en face de la plus grande catastrophe de toutes les histoires, vous n'entendrez presque jamais ces malheureux dire qu'ils s'efforceront demain de changer, qu'ils seront meilleurs. Ce n'est pas eux qu'ils rêvent d'améliorer, c'est la Constitution, c'est l'Etat. Ils espèrent enfin trouver une législation miraculeuse qui sera juste et raisonnable à leur place ; qui leur permettra de rester ce qu'ils sont, de s'enrichir et de jouir, non seulement sans risques, mais sans remords. Ils continueront de s'engraisser aux dépens des pauvres diables qu'ils auront ruinés. Ils feront des enfants, mais l'Etat payera la grossesse, payera l'accouchement, payera la nourrice, pensionnera le moutard et décorera les géniteurs. Ou bien ils refuseront de faire des enfants, et l'Etat payera des types pour en faire à leur place. Ils couperont les arbres, tariront les sources, empoisonneront les rivières, mais la Collectivité assumera les frais du reboisement, construira des

réservoirs et d'immenses viviers pour la fécondation artificielle du poisson. Bref, ils pratiqueront tous les vices, mais l'Etat les garantirait contre les conséquences... Dans ces conditions, il serait aussi difficile d'arrêter l'Etat dans son essor vers la servitude, car ces deux phénomènes, je le répète, n'en font qu'un. »

Il n'y a de dignité et d'honneur que dans la liberté bien comprise. Non pas la liberté du mal, mais pour que le bien ait toute la liberté nécessaire, il faut que le scandale arrive. Le jour où la Société aura sacrifié cette liberté pour la sécurité, que l'on peut assurer par d'autres moyens, ce jour-là, il n'y aura plus rien de grand, ni de beau, ni de surhumain parmi nous : il n'y aura plus que des bestiaux engraisés devant les auges de la bureaucratie. La plus parfaite image du bonheur se présenterait-elle donc dans la vision d'un porc dévorant sa portion quotidienne ?

DU PARLEMENT À LA DICTATURE

J'ai assisté à quelques séances de la Chambre des Communes. Les discours que j'y ai entendus ne m'ont pas emballé. Il faut croire que je n'arrivais pas au bon moment. Plusieurs années durant, du haut de la tribune des journalistes, j'ai suivi les débats de l'assemblée législative de Québec. Il y avait de tout : du grave, du comique, du sérieux, du léger, du solennel, du bouffon. Je suis de ceux qui ont vu dans leur mieux les Taschereau, les Houde et les Duplessis. Ces trois noms marquent des contrastes amusants et évoquent bien des souvenirs.

Je serais d'une grande naïveté ou d'une insigne mauvaise foi si je vous disais d'admirer sans réserve nos mœurs parlementaires. Je serais non moins naïf ou non moins injuste si je vous disais de les condamner en bloc. L'institution est bonne en soi, les hommes le sont moins. Voilà ce qu'il faut comprendre. Malgré le mauvais usage qu'on en ait pu faire, en certains milieux et à certaines époques, le parlement, issu du peuple, est la seule tribune où peuvent parler librement, avec un droit d'immunité, les représentants élus du peuple ; il est le tribunal où les ministres rendent compte à la nation qui les emploie de leurs actes bons ou mauvais ;

il est surtout le laboratoire où les lois se confectionnent, se perfectionnent, s'amendent, se révoquent, où la discussion se fait au grand jour et se répercute dans les journaux et à la radio ; où l'opposition, ne connaissant pas le bâillon, peut tout à son aise parler, critiquer, interrompre, discuter, tenir son bout, parfois gagner son point, sans craindre ni le poison, ni le poignard, ni le pistolet, ni l'huile de ricin, ni le camp de concentration.

Un de mes vieux amis dont j'estime l'honnêteté et la culture, mais que je ne puis suivre sur le terrain politique, m'avouait candidement, en janvier dernier, que ce qu'il redoutait le plus, pour la fin de la guerre, ce n'était pas le résultat militaire, mais les conditions de paix. Je le priai de s'expliquer : « Il est à craindre, dit-il, que l'on veuille imposer le régime parlementaire à la France et aux autres pays latins. Vous savez, les Latins n'ont jamais compris le parlementarisme ». Effet de la propagande fasciste, direz-vous. Oui sans doute. Mais n'allez pas vous imaginer que la lutte contre le parlement a commencé avec Mussolini, Hitler, Franco ou Salazar. Il s'agit d'une vieille et tenace hostilité qui dure depuis la révolution française, révolution dont les principes ont été condamnés par les réactionnaires et crétins de tous les pays, en passant par Maurras et Bourassa. Dès le commencement de ce siècle, le sinistre Georges Sorel, antidémocrate français, parlait de l'immonde « marais démocratique », conseillait de substituer l'intuition

(Hitler n'a rien inventé) à la raison, souhaitait que l'on rossât les orateurs populaires et appelait de ses vœux une guerre étrangère qui amènerait au pouvoir des hommes ayant la volonté de gouverner. Mussolini dira un jour : « C'est à Georges Sorel que je dois le plus... Il a renforcé les tendances antidémocratiques de ma nature ».

Dans notre pays, on a tout fait pour discréditer, aux yeux du peuple, la vie parlementaire. Non seulement la philosophie propagée dans certaines maisons d'enseignement était de tendance nettement monarchique, mais dans les chroniques de l'actualité, les conversations, les commérages, le moindre scandale parlementaire était démesurément grossi, déformé, caricaturé, multiplié. Voyageant récemment en chemin de fer, j'ai entendu de mes oreilles un jeune homme bien mis, apparemment instruit, affirmer hautement devant plusieurs personnes : « Les députés sont tous des voleurs ! » Cette idée-là, veuillez me croire, est plus générale qu'on ne le croit. Ceux qui la répandent avec le plus de passion sont des fascistes. Le jeune homme dont je parle en était un. Que tous les élus du peuple soient des voleurs ou de la canaille, c'est un mensonge grossier. J'ai vécu assez longtemps parmi nos parlementaires pour affirmer sans crainte que la plupart d'entre eux sont aussi honnêtes et consciencieux que ceux qui les accusent. Fait étrange, quelques-uns d'entre eux que je jugeais moins

scrupuleux, moins propres, sont devenus fascistes par la suite.

On reproche aux élus du peuple d'être souvent incompetents. Dans toute démocratie, c'est le conseil des ministres qui guide, conduit et exécute. Pas n'est besoin que chaque député soit ministrable. Du moment que les commissaires du peuple nous offrent — et c'est généralement le cas chez nous — une moyenne d'intelligence, de compréhension, de bons sens, d'énergie et d'équité, nous pouvons nous tenir pour satisfaits. Les génies ne poussent pas comme les choux. On dit qu'il s'en fait un par siècle. Quant aux spécialistes, il est de rigueur de les placer dans toutes les branches du service civil où leur compétence est requise. C'est sur eux que repose la bonne administration de toute démocratie bien organisée. Sans eux, tout croule. D'où l'importance du choix des fonctionnaires.

Le parlementarisme, je le disais au début, a ses tares. Résumons : députés trop nombreux et trop souvent élus par procédés démagogiques et surenchère électorale ; plaie du patronage, cause de corruption pour un certain nombre ; crainte exagérée de l'opinion de la masse, de sorte que la préoccupation de la prochaine élection l'emporte sur l'accomplissement du devoir ; obéissance fréquente aux pressions extérieures, celles de l'argent d'une part, celles de la foule d'autre part, même quand ces pressions ne sont pas légitimes ; favoritisme exagéré pour les membres dévoués du parti au pou-

voir ; confusion entre la tactique politique et la politique elle-même...

Malgré tout, le parlement, toujours perfectible, est le gage de nos libertés politiques. Il est la soupape de sûreté de la démocratie. Il permet au peuple de surveiller de près la chose publique, sa chose, et de changer périodiquement ses mandataires et ministres. Aujourd'hui, on ne saurait abolir le parlement sans retomber dans la dictature. Nous verrions alors la fin de nos libertés politiques et économiques. Car la politique est inséparable de l'économie. Allez le demander aux quelques industriels imprévoyants et égoïstes, qui, en Italie d'abord, en Allemagne ensuite, ont financé le fascisme, puis le nazisme, sous prétexte que ces réactions barraient la route au péril rouge ; ces industriels ont cessé d'être des hommes libres. M. Thyssen, actuellement en exil en Amérique, en sait plus long que nous sur ce chapitre. La liberté peut-elle attendre un sort meilleur du socialisme ? L'un des socialistes les plus éminents, M. Bertrand Russell a recommandé que la terre et le capital devinssent propriété d'Etat, mais il exprime ensuite une crainte : « Prenons garde, dit-il, qu'après avoir voulu se libérer de la tyrannie économique, on tombe insensiblement sous une tyrannie à la fois économique et politique, plus draconienne et plus terrible que l'autre ».

Ceux-là firent un rêve ambitieux, presque téméraire qui, pour réagir contre l'absolutisme ancien,

fondèrent le parlement comme l'organe du gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Leurs disciples et leurs successeurs devraient connaître, dans la suite, bien des déceptions, des dégoûts, des découragements. Trop d'hommes, faisant un mauvais usage de cette institution populaire, ont fourni par là des armes à ses ennemis. Mais nous savons, nous, que le parlementarisme, malgré ses erreurs, est encore la forme politique la moins imparfaite des temps modernes et qu'il suffit de le comparer aux « ordres nouveaux » pour s'y cramponner davantage. Plus que jamais il est la planche de salut.

SEUL L'INDIVIDU EST CRÉATEUR

Le rôle de l'Etat est immense. En dépit de la multiplicité et de la variété des entreprises privées et de la libre initiative de l'individu, il représente la seule puissance souveraine qui doive protéger tous et chacun, défendre la société contre les abus de la force et les empiètements de la fortune, broyer les ennemis de l'intérieur et ceux de l'extérieur. C'est ce que nous étudierons en détail en d'autres chapitres, où nous verrons quelles limites il faut imposer au libéralisme économique. Pour l'heure, continuons à démontrer la supériorité de l'individu, comme valeur absolue, sur l'Etat.

Toute civilisation est à la hauteur de son sommet. En d'autres termes, ce sont les grandes et fortes personnalités, librement développées, dans l'âpre concurrence des vivants, qui font la valeur d'un groupe humain, je dirais de toute activité humaine. Car, c'est l'individu qui pense, sent, raisonne, imagine, invente et crée, ce n'est ni l'Etat ni la collectivité. Par exemple, quand l'Etat vient en aide à un génie de la science, le savant a déjà, par ses propres forces et par sa seule impulsion, fait ses preuves. Ce n'est pas un gouvernement qui pouvait faire la découverte de Pasteur ou celle de Banting.

Par le fait, toute la lutte anti-microbienne s'élevait, chez des millions d'hommes, à la hauteur de Pasteur, de même que le traitement du diabète se portait au sommet atteint par Banting. L'un et l'autre ne sont et ne pouvaient procéder que de l'initiative privée. Si maintenant l'on transporte ce principe dans le domaine économique et industriel on arrive forcément aux mêmes conclusions : toutes les entreprises d'ordre matériel, avec leurs progrès prodigieux, procèdent de l'individu et non de l'Etat, car celui-là dans l'application pratique des grandes réalisations ne fait rien que d'utiliser le travail libre des individus.

Donnerai-je d'autres exemples ? Shakespeare est un sommet. Il lui a suffi de paraître pour donner au drame anglais l'incontestable supériorité sur toutes les oeuvres dramatiques du monde. En France, il a suffi de quelques individus de génie, au dix-septième siècle, pour faire l'époque la plus brillante de l'histoire depuis Périclès. Ces individus ne vivaient pas sous un régime démocratique, il est vrai, mais l'intelligence exceptionnelle d'un monarque a su, pour un temps, créer une atmosphère de liberté. Au reste, il s'agit ici de montrer clairement que les fortes personnalités, les riches natures, peuvent seules conduire l'humanité à son destin de grandeur. La régimentation universelle serait fatale au développement de ces personnalités. C'est tellement vrai que Mussolini, père du fascisme, voyant le défaut de cuirasse de son système, affir-

mais cyniquement que le progrès n'était pas nécessaire et qu'il fallait le remplacer par l'ordre, l'autorité, la notion du bien commun, le dévouement le plus entier à l'Etat, sous la devise trompeuse : « Un pour tous, tous pour un ».

On observera que depuis l'établissement du nazisme et du fascisme en Europe, tous les ferments artistiques, littéraires et scientifiques ont été tués. Le génie de ces grandes nations n'est plus qu'un soleil éteint.

Ce serait diminuer lamentablement la beauté de l'humanité, disons l'intérêt de la vie, que d'étouffer chez les créateurs l'aspiration vers l'idéal qui leur est propre, que d'arrêter chez eux l'élan vers la nouveauté, l'originalité, c'est-à-dire, la supériorité. Ici, un mot vient sous ma plume : concurrence ; mais depuis que des doctrinaires ont fait de ce mot un épouvantail, remplaçons-le par émulation. Les grandes âmes ne se contenteront jamais de rester au niveau d'une moyenne, car qui dit moyen dit médiocrité. Quel que soit le champ où s'élance leur énergie ambitieuse, elles veulent aller plus loin, toujours plus loin, laissant derrière elles la foule qui chemine lentement. Et quand elles ont découvert des horizons nouveaux elles peuvent apporter à l'humanité entière quelques clartés de plus.

Donnerai-je d'autres exemples ? Quand fut découverte l'électricité, les hommes, suivant la théorie d'un Mussolini, auraient pu se contenter des premières applications rudimentaires : éclairage à la

lampe à filament de carbone, et moteur électrique. D'autres hommes sont entrés en concurrence avec leurs devanciers dans cette science nouvelle : et voilà le télégraphe, le téléphone, la T.S.F. . . , la radio . . . que sais-je encore ? Ce n'est pas l'Etat qui pouvait faire ce qu'ont accompli librement et pour leur propre satisfaction, les Hertz, les Branly, les Marconi, les Lumière, les Edison et tant d'autres.

Ce n'est pas l'Etat non plus qui a donné naissance aux principales réalisations industrielles qui font l'orgueil des peuples civilisés, pas plus qu'à l'immense organisation commerciale qui a permis à la plupart des hommes, quoi qu'on dise, de connaître un bien-être absolument inconnu des générations passées. Dans cet ordre matériel, on a accusé les hommes d'action d'agir sous l'incitation du profit ; mais s'il y a abus du profit, disons en même temps que l'espoir des récompenses, plutôt de compensation à l'effort, outre qu'il anime aussi bien saint François d'Assise que Rockefeller—en des domaines différents —, est encore la plus sûre impulsion vers le perfectionnement et a fait beaucoup plus de bien que de mal. Quand j'entends des doctrinaires déblatérer contre le profit, c'est-à-dire, contre la récompense du travail et le résultat naturel d'une force, soit morale, soit simplement d'ordre matériel, je mets en doute leur sincérité, car je sais qu'au fond ils désirent eux aussi profiter de leur travail. Voudraient-ils que le profit fût égal

pour tous ? Ils savent bien que c'est impossible. Alors, il s'agit de savoir où commence et où finit l'abus. Et dans la limite de la légitimité, l'appât des récompenses, l'intérêt, disons le mot, est un stimulant que mon imagination, faisant appel à toutes ses ressources, ne parvient pas à remplacer. Les pieds solidement plantés dans la réalité, je dédaigne les rêves impossibles, et j'affirme sans crainte que, dans le cours ordinaire des choses, la vertu de désintéressement, si belle soit-elle, ne peut être le mobile général des actions humaines. La république des saints ne se trouve nulle part, pas même dans les communautés religieuses. J'en sais quelque chose. Presque tous les hommes normaux vont, en concurrence — en émulation si vous préférez — vers des biens matériels ou immatériels.

L'intérêt personnel doit être bridé par l'Etat, il ne doit pas être brisé. C'est encore cet intérêt qui peut le mieux se concilier avec l'intérêt général puisqu'il est l'une des sources les plus fécondes en activité et en production de toute sorte. Si l'Etat avait possédé tous les brevets d'invention, bien peu seraient entrés dans l'ordre pratique, bien peu auraient connu la popularité, l'universalité. Si le gouvernement français était devenu le propriétaire de la trouvaille des frères Lumière, j'ai la conviction que la diffusion du cinéma à travers le monde aurait été retardée d'au moins vingt ans. L'imagination de quelques individus, mus par la perspective du profit ou de la récompense, a plus fait pour le

cinéma, en quelques années, que n'aurait fait l'Etat le plus puissant et le plus éclairé en un siècle. L'Etat est une entité qui tend à la stabilisation ; l'individu est un être mobile et aventureux par essence.

Pour toutes ces raisons, le régime de la propriété privée, battu en brèche depuis quelques années, vaut mieux, vaudra toujours mieux, que le régime de la propriété d'Etat. Il est des cas où la propriété d'Etat s'impose, mais il faut les considérer comme des cas de force majeure et non comme la règle générale. Sinon, on court vers de profondes désillusions, sûrement vers un abaissement des valeurs humaines, c'est-à-dire, de la civilisation même. Car cette mainmise d'un pouvoir suprême sur les principaux champs d'activité de la nation constitue un monopole auquel la liberté ne peut survivre. On fait appel à l'Etat pour supprimer ce qu'on appelle des monopoles privés, sous prétexte que ceux-ci entravent la liberté des faibles, et l'on ne s'aperçoit pas que, par le don de toutes choses à l'Etat, on forme le trust le plus gigantesque et le plus dur qui soit.

En observant la tendance d'un grand nombre de nos contemporains, je pense à la fable de La Fontaine, « Les Grenouilles qui demandent un Roi », d'une actualité frappante :

« Les grenouilles se lassant
De l'Etat démocratique,
Par leur clameur firent tant
Que Jupin les soumit au pouvoir monarchique.
Il leur tomba du ciel un roi tout pacifique...
De qui la gravité fit peur à la première
Qui, de le voir s'aventurant,
Osa bien quitter sa tanière.
Elle approcha, mais en tremblant ;
Une autre la suivit, une autre en fit autant ;
Il en vint une fourmilière...
Et leur troupe à la fin se rendit familière...
Jusqu'à sauter sur l'épaule du Roi.
Le bon sire le souffre et se tient coi...
« Donnez-nous, dit ce peuple, un roi qui se remue ! »
Le monarque des Dieux leur envoie une Grue
Qui les gobe à son plaisir ;
Et grenouilles de se plaindre...
Et Jupin de leur dire :
« Vous auriez dû premièrement
Garder votre gouvernement... ? »

Profonde vérité, qui devrait donner à réfléchir à ceux qui désirent truquer leur liberté de se gouverner eux-mêmes, d'entreprendre eux-mêmes, contre on ne sait quelle politique envahissante, trustarde, qui ne nous laisserait pour tout idéal que l'obéissance et la fausse sécurité.

Il est certain que les hommes ne sont pas nés égaux. Les uns sont plus forts, plus vaillants, plus sages que les autres. Mais c'est à l'éducation, à l'éducation seule, à former le caractère, à développer les talents, à rendre l'homme digne de sa destination. C'est à l'éducation à donner à l'homme une âme noble, une âme grande, une âme qui se sent élevée au-dessus des passions, au-dessus des intérêts, au-dessus des haines, au-dessus des craintes. C'est à l'éducation à former l'homme en citoyen, en homme de bien, en homme de cœur. C'est à l'éducation à rendre l'homme capable de résister aux tentations du malin, capable de résister aux séductions du monde, capable de résister aux passions de la chair. C'est à l'éducation à former l'homme en homme de bien, en homme de cœur, en homme de bien.

L'
sait
équit
bues,
sur u
prob
mais
vent
un p
fanta
Il
const
m'eff
et de
me l
tous
heur
rer ;
se p
gran
ment
qu'il
pen
ses e

D'UN RÊVE À LA RÉALITÉ

L'un de nos réformateurs en pantoufles me disait un jour que si la fortune des Etats-Unis était équitablement répartie et les produits bien distribués, chaque travailleur américain pourrait vivre sur un pied de \$10,000. par année. Voilà certes un problème d'arithmétique fort simple à résoudre, mais il s'agit ici de réalités vivantes qui ne peuvent être réglées par quelques coup de crayon sur un papier où l'on aligne des chiffres sur des données fantaisistes.

Il y a vingt ans que je cherche la formule de reconstruction économique et sociale, vingt ans que je m'efforce de démêler, à travers un tas de volumes et de systèmes, le secret du sphinx. Au début, je me laissais volontiers séduire par cette idée que tous les hommes ont non seulement droit au bonheur, mais qu'il est du devoir de l'Etat de le procurer ; que le travail pour un profit ou une récompense purement matérielle est une immoralité ; que les grands possesseurs de la fortune sont nécessairement ou bien des voleurs, ou bien des exploités ; qu'il appartient au gouvernement de distribuer à peu près également entre ses nationaux les richesses et les produits d'un pays. C'est avec une sym-

pathie pleine d'espoir que je me penchais sur les expériences socialistes et communistes des autres pays, essayant de me convaincre que ces régimes pouvaient se concilier avec l'esprit démocratique. Certains de mes amis, peut-être tourmentés des mêmes inquiétudes, mais prenant une route différente, allèrent vers le fascisme et même le nazisme. C'est là un phénomène qui révèle l'angoisse de notre temps.

Après de longs détours, j'en suis venu à la conclusion que le salut de chaque individu se trouve dans le travail et l'effort. J'étais allé bien loin pour me retrouver en face de cette loi élémentaire de la vie, de toute vie. La société doit, de toutes ses forces, seconder le travail et l'effort de chacun. Je dis *seconder* et non pas *dominer*. Tout système qui garantirait et assurerait, à tous et à chacun, un bien-être absolu et voisin du luxe rendrait aux humains un bien mauvais service ; ou bien il donnerait à ceux-ci une direction débonnaire, tolérante, miséricordieuse, et alors, il le dispenserait de tout effort ; ou bien il le forcerait, par la loi et par la police, à accomplir sans répit une tâche ou des tâches déterminées, et ce serait une forme de nazisme. Dans les deux cas, il ne pourrait d'ailleurs tenir sa promesse.

L'Etat peut et doit guider, seconder, accélérer le perfectionnement social. Dans un discours qu'il prononçait, le 9 octobre 1942, devant la Fédération

américaine du Travail en congrès à Toronto, M. Mackenzie King disait entre autres :

« Partout des gens se posent cette question : Puisque le travail abonde en temps de guerre, pourquoi ne trouve-t-on pas assez d'emplois lorsque les hommes, au lieu de s'adonner à la destruction, pourraient jouir du fruit de leur travail ? »

« La guerre nous apprend que les obstacles au travail n'étaient pas insurmontables et que, par la collaboration des patrons, des travailleurs et de la collectivité, on peut aussi bien dans la paix employer utilement quiconque veut travailler... »

« La guerre nous apprend que notre capacité de production n'est limitée que par nos ressources jointes à notre volonté et notre aptitude à les exploiter au service et non pour la rapacité de l'homme... »

« Les richesses du sol, de la mer, de la forêt et du sous-sol sont des dons de Dieu pour le maintien de la vie, non pour sa destruction... »

« Il faudra libérer la vie du matérialisme qui l'étouffe et lui rendre son sens spirituel... Il faudra que l'esprit l'emporte sur la matière ».

Ces paroles renferment, dans les grandes lignes, le programme des réformes essentielles sur lesquelles la pleine et entière collaboration des forces productives représentées par les producteurs, c'est-à-dire, les chefs d'entreprises et les travailleurs, doit assurer à tous, en paix comme en guerre, les éléments essentiels de la vie : la nourriture, le loge-

ment, le vêtement et tout ce qui s'y rattache. Il ne faut à aucun prix, comme on l'a fait dans le passé, faire vivre de mendicité officielle des populations entières. L'ordre nouveau comporte deux conditions essentielles : travail continu et salaire suffisant. C'est là un strict minimum que la société n'a pu fournir sous quelque régime et à quelque époque que ce fût ... du moins en temps de paix. Pour résoudre le problème du chômage, les Etats totalitaires, nommément l'Italie, l'Allemagne et le Japon, ont dû se mettre sur un pied de guerre ; la Russie elle-même, qui a donné un travail constant à sa population, dans l'accomplissement de ses fameux plans de cinq et de quatre ans, s'est employée fiévreusement à développer son industrie lourde pour parer aux attaques de ses voisins. C'était encore le travail de guerre. De la sorte, l'univers ne nous offre aucun exemple satisfaisant d'une société entièrement au travail dans un but de paix. A tout prendre, c'est encore dans nos Etats démocratiques que la production, le travail et les salaires ont manifesté le plus de régularité et de constance. Mais ces pays n'ont pas échappé aux crises périodiques de chômage. Celle qui a précédé la guerre actuelle présentait des symptômes très graves, si graves qu'elle a insufflé dans les masses un esprit révolutionnaire que nos démocraties dites capitalistes ne sauraient conjurer qu'en se réorganisant sur des bases nouvelles.

Le libéralisme économique, poussé à l'excès, dé-

pourvu de tout plan d'ensemble dans la production et la distribution des biens essentiels, a été mû presque exclusivement, au cours du dernier siècle, par la seule loi de l'offre et de la demande et par les chiffres du profit. Or, la présente guerre nous démontre à l'évidence que la collaboration triangulaire de l'Etat, du capital et du travail, peut régulariser l'offre, éviter les crises de sousproduction et mieux équilibrer le salaire et le profit.

J'ai la conviction profonde qu'il est possible de doser la production, dans tous les domaines, à peu près au niveau des besoins réels des populations, et aussi de maintenir fermement le pouvoir d'achat des masses par la régularité du travail et le strict maintien d'un salaire minimum mesuré scientifiquement au coût d'une existence convenable, c'est-à-dire, non dépourvue de bien-être. Bien plus, à mesure que l'initiative privée, puissamment aidée par le progrès mécanique — progrès décuplé par les inventions de guerre —, se développe et s'agrandit, on peut créer des besoins nouveaux en même temps que du travail et du salaire.

D'aucuns s'épouvantent à la pensée que la machine, de plus en plus envahissante, se substitue à l'homme et crée du chômage. En effet, au cours des vingt dernières années, on a éprouvé de graves difficultés à régulariser le cours du travail.

Le problème n'est pas insoluble. Ne blâmons pas trop nos démocraties d'avoir oublié de s'ajuster aux conditions nouvelles. On était dans l'enivre-

ment du progrès ; on ne songeait pas que tout progrès a son revers, que tout pas en avant de l'humanité se paye le plus souvent au prix de la douleur et du sang. Mais il semble que nous dépassons déjà, dans ce domaine, le stage de l'expérimentation et que l'ingéniosité humaine triomphera une fois de plus.

Et puis, n'allons pas croire que la production de nos pays soi-disant civilisés dépasse les besoins réels du monde. Si l'on veut procurer à chacun les bonnes choses de la vie, nous n'aurons pas assez de tous nos travailleurs et de toutes nos machines.

Pour organiser une paix proportionnée aux sacrifices qu'elle aura coûtés, les nations devront élargir leurs horizons et embrasser tout l'univers dans un immense réseau de mesures économiques et sociales. Après cette guerre, non seulement il faudra reconstruire l'Europe et l'Asie en ruines, mais aussi porter à des multitudes de déshérités les bienfaits matériels et spirituels dont nous sommes les dépositaires. Il existe en Asie, de temps immémorial, cinq à six cent millions d'être mal nourris, déguenillés, mal logés et dont la misère traditionnelle se double d'une ignorance inconcevable. Nous devrions nous donner pour tâche, nous qui nous plaignons parfois de trop produire, de rehausser ces peuples au niveau occidental, de les nourrir, les vêtir, les loger, de faire avec eux des échanges, de façon à leur donner du travail. Apostolat merveilleux, qui pourrait s'appliquer aussi bien à l'idéal civili-

sateur qu'à la cause, moins noble, de l'entreprise privée et même du profit. Par là même, nous assurerions à nos populations un travail continu pour des années à venir.

Il ne s'agit pas tant d'un problème de travail peut-être que d'une organisation de production et de distribution. En fait, on n'a jamais assez produit pour les besoins essentiels de la masse des hommes. Et quand des producteurs ont détruit des denrée alimentaires, faute de marché, une multitude de pauvres diables souffraient de la faim. On a brûlé, noyé, enfoui des tonnes et des tonnes de café au moment où d'innombrables de familles ne connaissaient le café que de nom. La cause: aucun organisme international vraiment sérieux, travaillant d'après des données scientifiques, n'a charché à ravitailler l'immense armée des nécessiteux.

[Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.]

LA MACHINE N'EST PAS L'ENNEMIE DU TRAVAIL

D'aucuns ont prétendu que la machine avait failli écraser l'homme. Je n'oserais affirmer que la rapide mécanisation des instruments de production soit l'une des causes importantes du chômage. Certains faits démontrent le contraire.

Depuis septembre 1939, nous faisons une guerre de machines. Toute proportion gardée, y a-t-il moins de monde engagé dans cette guerre que dans les conflits anciens où la machine n'avait que peu ou point de part ? Le moindre char d'assaut qui s'avance vers l'ennemi en crachant obus et mitraille emploie beaucoup plus d'hommes, et chez les civils et dans l'armée, que n'en employait le cheval de Napoléon. Les escadrilles d'avions ont triplé et quadruplé les effectifs de reconnaissance, de patrouille et de bombardement ; les modernes cuirassés, croiseurs, porte-avions, contre-torpilleurs, balayeurs de mines, corvettes et autres types de bateaux de guerre portent des équipages autrement plus nombreux que n'en portaient les navires à voiles de l'escadre de Nelson. Donc, la guerre mécanisée nécessite la mobilisation d'un plus grand nombre d'hommes.

N'en serait-il pas ainsi en temps de paix ? Ne nous laissons pas guider dans nos jugements par de grossières illusions. On n'oubliera jamais que des ouvriers anglais brisèrent la première scie circulaire qu'ils virent paraître dans l'industrie de leur pays. Ils s'imaginaient que cet appareil allait ruiner à jamais le métier des scieurs de bois. On rit aujourd'hui de leur fureur et de leur ignorance.

En fait, avant l'existence de la machine, la misère des peuples était profonde. Il suffit de faire un retour sur le passé pour s'en rendre compte. Par ailleurs, pendant la période où le développement mécanique fut très rapide, on a observé un accroissement considérable de travail. Durant les quarante années écoulées entre 1891 et 1931, la population des Canadiens âgés de 10 ans et plus s'est accrue de 3,643,644 à 8,159,059, soit de 124 pour cent. Dans le même temps, le nombre des travailleurs salariés a été porté de 1,615,608 à 3,927,220 soit une augmentation de 143 pour cent. Durant la période correspondante, aux Etats-Unis, la population s'est accrue de 96 pour cent, et le nombre des travailleurs salariés de 109 pour cent. Ne dirait-on pas que, pour ces quarante années du moins, l'augmentation du travail fut en raison directe du progrès mécanique ? Ce fait est d'autant plus vraisemblable que d'autres statistiques le confirment : En 1871, la production agricole au Canada était évaluée à \$139,400,000. et la production manufacturière à \$278,000,000 ; en 1938, la première valait

\$1,443,800,000 et la seconde, \$4,268,200,000. Donc, augmentation de 935 pour cent dans le premier cas, et de 1,435 pour cent dans le second. Or, durant cette période de 1871 à 1938, la population n'avait augmenté que de 204 pour cent. Donc, l'ère de la machine avait procuré au peuple plus de travail, plus de salaire, plus de bien-être.

Ces chiffres sont impressionnants. En les examinant sans parti-pris, on peut en conclure que la machine marque un progrès à la fois matériel et social et que les hommes à courte vue, qui voudraient revenir à l'artisanat, nous conduiraient, si on les écoutait, à la misère et à la ruine. Les corporatistes, entre autres, qui désirent mesurer d'avance la production et la distribution et supprimer en grande partie la concurrence, semblent ignorer totalement le mécanisme psychologique et moral qui régit toute l'économie de la collectivité.

[Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.]

C'e
de
qu
sa
la
de
ta
co
la
no
de
lie
pe
me
ce
pr
co
en
qu
pe
se
ce

LA PERTE DE LA CONFIANCE

Moi aussi, j'ai cru autrefois en la surproduction. C'était, pensais-je, la cause de l'arrêt du travail et de la crise. La surproduction n'a causé le malaise que dans des cas isolés et plutôt rares. Elle ne saurait sûrement expliquer, ni en tout ni en partie, la crise qui a sévi de 1929 à 1936 et causé tant de désastres. L'origine du mal ne se trouvait pas tant dans des réalités matérielles que dans les consciences.

La peur généralisée, la perte de confiance, voilà la véritable cause de la crise. A peine avait-on annoncé, à l'automne de 1929, le premier affaissement des valeurs de la Bourse, que tout de suite des milliers de gens, industriels, commerçants, financiers, petits épargnants, rentiers, cultivateurs, ouvriers mêmes, commencèrent à se serrer la ceinture. On cessa de dépenser. On rapporte que plusieurs s'empressèrent de congédier des employés. Et la contagion grandit de jour en jour, de semaine en semaine, d'une extrémité à l'autre de l'Amérique du Nord. La Bourse ne fut pas une cause : les pertes qu'on y avait subies ne formaient, dans l'ensemble, qu'une goutte d'eau dans la mer. La cause, ce fut l'affolement, l'hysérie. Des millions, je di-

rais des milliards, furent, en peu de temps, retirés de la circulation, sans raison grave. Le pouvoir d'achat en fut diminué dans des proportions effarantes. Et c'est à ce moment-là qu'on se mit à parler de surproduction. Pourquoi ? Non parce qu'il y avait trop de produits, mais uniquement parce qu'on venait de retirer de la circulation les capitaux nécessaires à la circulation des produits eux-mêmes. On avait abattu le pouvoir d'achat, et les simplistes disaient : Voyez ! L'on a trop produit.

A mon point de vue, l'abondance des marchandises, jointe à la puissance du pouvoir d'achat, est la condition essentielle de l'activité, de la prospérité et du bien-être. Que les hommes travaillent, produisent, dépensent, et n'ayez crainte ! On ne parlera plus de crise. Pour maintenir un tel état de choses, il faut à tout prix garder son optimisme, sa foi dans le présent et l'avenir. Il faut dès lors s'organiser pour prévenir les crises de confiance qui ont produit les désastres économiques des années d'avant-guerre. Il me semble que la création d'un comité national permanent du travail, formé de patrons, d'ouvriers et de représentants de l'Etat, tous spécialisés dans le traitement de cette maladie contagieuse et à peu près imaginaire qu'on appelle la crise, préviendraient les courants mauvais qui entraînent les producteurs dans la paralysie de la peur.

La pire faute que puissent commettre les hom-

mes, dans ces heures de crainte, c'est de cesser de dépenser. « Les mauvais jours s'en viennent, disent-ils, serrons les cordons de la bourse ». Une telle épargne, si elle était consciente, serait criminelle. Je ne parle pas ici de ces économies raisonnables, qui ont pour but de créer une réserve pour parer à certaines éventualités : maladie, vieillesse, incapacité de travailler, éducation des enfants, et le reste. Je pense à l'arrêt subit des dépenses habituelles par suite de rumeurs et d'appréhensions injustifiées. Cette paralysie de production et de circulation ruine le marché du travail, tarit le pouvoir d'achat des masses, produit l'armée des chômeurs, favorise le socialisme, le communisme et la révolte, force les gouvernements et les villes à se saigner à blanc pour nourrir les affamés.

Les vieilles formules, concernant l'économie, l'accumulation des biens, sont mortes. Chacun doit s'efforcer d'accroître ses revenus et, en même temps, il doit à la société de dépenser en proportion de ses revenus, et cela sans jamais faiblir. La plus détestable engeance que je connaisse est celle des « ménagers » qui vivent dans la terreur du lendemain. Par bonheur elle tend à disparaître.

Ce n'est pas tout d'assurer la continuité du travail, encore faut-il le rétribuer en proportion du besoin minimum de chaque individu. On peut évaluer à peu près ce que coûtent, pour chaque homme, la nourriture, le vêtement, le logement et

certains suppléments indéterminés. Dans l'état actuel de la société, il est impossible de procurer à 100 pour 100 de la population l'exacte mesure de ses besoins. Aucun pays ne l'a fait jusqu'ici, bien que les Etats-Unis et le Canada se soient rapprochés plus que tout autre pays de cet idéal. Certaines nations ont pu imprimer de la monnaie à volonté, mais alors que chacun y avait les poches bourrées de billets, le marché des produits ne leur offrait guère que la moitié des choses nécessaires ou usuelles. Tant il est vrai qu'il serait inutile de multiplier le chiffre de la paye sans avoir la certitude de pouvoir donner en même temps aux salariés les produits qui assurent l'emploi et la jouissance du salaire. Autrement, l'argent ne vaut rien. Ni l'inflation ni le plafonnement des prix ne sont des remèdes à l'insuffisance de la production. Karl Marx s'était trompé. Il croyait que le mal résidait dans l'inégalité trop grande des capitaux. Nous savons aujourd'hui que ce sont les produits qui comptent.

Il n'y a qu'un moyen de procurer à chacun un standard de vie convenable : la production la plus intense et la plus variée, grâce à la circulation constante, ininterrompue, des capitaux employées par l'industrie privée, avec l'aide, la collaboration et le stimulant de l'Etat.

Ne tombons pas ici dans l'erreur de ces économistes naïfs qui affirment qu'une répartition éga-

le de la fortune nationale entre les citoyens donnerait à chacun un bien-être voisin du luxe. Ce ne sont pas les grandes fortunes qui sont la cause de la pauvreté d'un grand nombre. On le prouve par des faits incontestables.

1871

Le 15 Mars 1871

Monsieur le Ministre

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous m'avez demandé par votre lettre du 10 courant.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre

tre
dic
an
l'u
po

sa
Q
de
les
re
en
du
le

ce
L
al
ch
M
O
A

L'UTOPIE DU PARTAGE ÉGAL

Une égale répartition des revenus nationaux entre les citoyens d'un pays ne produirait que la médiocrité universelle. Seuls les ratés et les fainéants y trouveraient leur compte. C'est d'ailleurs l'une de ces utopies que les songe-creux ne sauraient pousser au-delà du stage imaginatif.

Quand on parle de division des richesses, il ne saurait être question des ressources naturelles. Quand bien même on donnerait à chaque habitant de notre province le même nombre de parts dans les forêts, les mines, les forces hydrauliques, les terres arables et les pêcheries, ces parts ne valent rien en elles-mêmes ; elle ne valent que par le revenu du travail, ou, si vous voulez, le profit. C'est donc le revenu qu'il faudrait diviser.

En 1930, environ 11,000 personnes seulement recevaient, au Canada, un revenu de \$10,000 et plus. Le total était de \$219,000,000. M. Woodsworth, alors chef de la C.C.F. faisait grand état de ces chiffres pour déplorer les inégalités de fortune. Mais que pouvait donner cette somme de \$219,000,000 à chacun des 10,600,000 citoyens du Canada ? A peine \$20. Et je me demande en quoi ces \$20.

pouvaient accroître le standard de vie de la nation canadienne.

En 1930 encore, tous les revenus des Canadiens, salaires, traitements, boni, loyers, intérêts et dividendes, s'élevaient à \$3,111,000,000. Le nombre des bénéficiaires s'élevaient à 2,713,000. Si la somme avait été divisée également entre ceux-ci, chacun aurait reçu \$1,147. Voilà, direz-vous, qui est bien bas. Je l'avoue, mais 1930 était une année normale et c'est là tout ce que pouvait offrir le Canada.

Aux Etats-Unis, pays où le niveau de vie est plus élevé que partout ailleurs dans l'univers, le revenu national divisé également entre tous les Américains au travail, aurait donné, en 1929, année d'une prospérité exceptionnelle, environ \$1,600 par homme au travail. Nous voilà loin du chiffre de \$10,000 par famille que certains démagogues promettent aux prolétaires par le partage des grandes fortunes du régime capitaliste.

Je tiens à mettre ces faits devant vos yeux pour vous montrer toute l'absurdité de ces révolutionnaires du grand soir qui dépeignent le capitalisme comme une digue gigantesque qui retiendrait dans son réservoir tout l'argent et tout le bonheur de la masse et qu'il suffirait de démolir pour noyer toute la terre d'un flot de prospérité.

Au reste, l'égale répartition des revenus, même si elle rapportait \$10,000 par famille — chose impossible dans l'état actuel des choses — ne tarderait pas à nous conduire à la barbarie, car, en ren-

dant tous les hommes également médiocres et sans ambition, elle empêcherait toute entreprise importante et tarirait, par le fait même, les principales sources de revenus de la nation. Le monde deviendrait un marécage.

Rien ne saurait donc remplacer le travail individuel, la compétence et l'effort. Ce sont là les meilleures garanties contre les crises. On évitera sûrement le chômage et les dangereuses fluctuations du marché du travail dans l'avenir, lorsqu'on aura créé un organisme international de l'Industrie, du commerce et des changes, avec le concours des gouvernements intéressés. Pour nous surtout, Canadiens, une saine et forte politique d'immigration, nous assurera, pour de longues années, une activité et une prospérité considérables.

Rien n'empêche cependant les gouvernements de créer du travail chaque fois qu'il en est besoin, comme dans les périodes de transition économique, de rajustements et de déplacements, où le chômage temporaire d'un certain nombre de travailleurs peut devenir inévitable. Au cours de la présente guerre, le Service Sélectif possède une organisation de placement fort pratique. Ce régime devrait être maintenu dans une certaine mesure pour les oeuvres de paix. Par lui, on observerait 12 mois l'an tous les mouvements de production et de distribution à l'intérieur de ce pays et même hors de nos frontières ; on pourrait prévoir l'insuffisance du travail en certains points, la surabondance en cer-

tains autres, et l'on serait en mesure d'établir un équilibre constant de l'activité des masses, tout en s'efforçant de ne jamais laisser tomber d'un point le pouvoir d'achat des individus et de la collectivité.

VIE CONVENABLE POUR TOUS

Une fois réglée cette question de la continuité du travail, les autres réformes deviendront relativement faciles. Quelles sont ces réformes ? Que veut-on en somme ? Je crois que tout peut se résumer en quelques mots : Une vie convenable pour tous et chacun des membres de la grande famille nationale.

Qu'est-ce qu'une vie convenable ? Que nous demanderait un enfant, à son entrée dans le monde, s'il avait des idées innées, la science infuse, s'il connaissait les éléments indispensables de cette vie et pouvait parler. Voici ce qu'il nous demanderait :

Une éducation qui lui permette d'entreprendre le grand voyage de l'existence à chances égales avec n'importe qui, sans distinction de rang ou de fortune.

Une bonne santé, avec tout ce que cela comporte, de la part du gouvernement, de services d'hygiène, de méthodes de prévention, de facilités d'hospitalisation, de soins médicaux et chirurgicaux, c'est-à-dire d'une médecine d'Etat qui, sans supprimer la médecine privée, puisse attacher autant de prix à la santé du fils d'un menuisier qu'à celle du fils de Rockefeller ;

Les secours de maladie, de vieillesse, de chômage, les allocations familiales, les assurances collectives ;

Le respect des valeurs spirituelles, représentées par la croyance en un idéal, la morale, l'esprit de charité, le développement de l'intelligence, le culte de la raison, la science, la liberté de conscience et de pensée ;

La protection contre les empiètements des forts ;

Le maintien de la liberté d'association pour sauvegarder les intérêts des masses contre la formation et les abus d'une ploutocratie ;

Le droit de choisir ses gouvernements et de les remplacer, de façon à éviter l'oppression d'un pouvoir permanent et autocrate ;

La suppression des taudis ;

La construction, en nombre suffisant, de logements conformes à la dignité humaine comme aux lois de l'hygiène.

La répression du vice, des mauvaises habitudes et de l'illégalité plutôt par voie d'éducation et de persuasion que par le châtiment, sans préjudice toutefois de la sécurité publique ;

Liberté de parole compatible avec la sécurité de la nation ;

Entière liberté de choisir son métier, sa profession, sa vocation, de voyager, d'émigrer, de quitter son emploi, sans toutefois violer les contrats ou engagements pris ;

Liberté de choisir la compagne de sa vie sans être entravé, en ce droit sacré et strictement individuel, par des préjugés sectaires ;

Liberté d'initiative et d'entreprise dans les limites de la loi et du bien commun.

Je ne saurais donner, ici, une énumération complète des aspirations immédiates de tout civilisé. Il s'agit d'un minimum d'avantages, c'est-à-dire d'un milieu social, qui, offrant ces biens divers, permettrait à tout homme normal de vivre sa vie.

Ces biens ne sont pas absents de nos démocraties nord-américaines ; nous en possédons déjà la plupart des éléments. Grâce aux revendications des citoyens libres, qui ont su faire usage de leur liberté pour influencer les parlements et le représentants du peuple, nous avons déjà :

L'instruction gratuite et obligatoire ;

L'assurance-chômage ;

Les pensions de vieillesse ;

Divers services de santé et d'hygiène publiques ;

La liberté du travail ;

La liberté d'entreprise ;

La liberté d'association ;

La liberté religieuse ;

Liberté d'expression (du moins en principe) ;

Tous les embryons de réformes que réclament, de temps immémorial, les économistes et sociologues les plus sérieux.

Au cours des cinquante dernières années, notre monde démocratique, dont les cadres constitution-

nels sont infiniment souples, a fait des progrès considérables, progrès tels que la plupart des misères collectives, considérées autrefois comme nécessaires ou inévitables, étaient en voie de disparaître à la veille de la crise absurde qui sévit entre 1930 et 1937. Aucune société, dans l'antiquité, n'avait manifesté une telle tendance à s'humaniser, j'oserais dire s'élever vers un idéal de civilisation. Jamais ces catégories d'hommes qu'on appelait autrefois les faibles et qui, dans ce passé ténébreux, ne pouvaient cesser d'être faibles, ne s'élevèrent aussi rapidement vers la possession de leurs droits, vers la conquête de ce qu'ils n'obtinrent jamais dans l'antiquité : des conditions humaines d'existence.

Il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir ; ce sera la tâche de demain. Seul l'Etat démocratique est capable de l'accomplir. Sous d'autres régimes, les conditions humaines ne peuvent vraiment s'améliorer que par la révolution.

REGARD SUR LES RUSSES

Je ne suis pas communiste. Le communisme est impossible. Fût-il possible qu'il faudrait le repousser comme destructeur de l'individu.

Mais comme les Etats autocratiques sont inadaptables aux exigences de notre temps et à la légitime aspiration de chacun à la liberté, à l'égalité de droits et au bien-être général, j'ai applaudi à la révolution russe, qui libérait une grande nation du joug des Tzars, et à la révolution républicaine d'Espagne, qui voulait rompre avec l'obscurantisme séculaire et qui, malheureusement, a été étouffée dans le sang par la puissante conspiration du crétinisme et du fascisme... Ces deux révolutions étaient nécessaires, car elles tendaient à détruire deux des principaux blocs antidémocratiques du monde. La Russie soviétique s'achemine rapidement vers l'Etat démocratique et républicain, dont elle connaîtra, un jour, les libertés, tandis que l'Espagne, après avoir eu un avant-goût de la libération, reviendra tôt ou tard à la charge, et, cette fois, gagnera la partie.

Le monde ne retourne pas en arrière. Les Russes, après s'être délivrés de l'étreinte du passé, ont dû sacrifier pour un temps un certain nombre de

libertés. Soumis à la nécessité d'aller vite pour rattraper le temps perdu, ils ont essayé, avec le courage des néophytes, de parvenir en quelques années au résultat que nos démocraties n'avaient obtenu qu'en un siècle et plus d'évolution rapide. Fait miraculeux, la nouvelle Russie avait en grande partie réalisé cette tâche gigantesque au moment où ces barbares voisins, effrayés de la force qui grandissait à leur frontière, se ruèrent sur elle pour l'abattre. Trop tard ! Le colosse moscovite était déjà trop grand. C'est lui qui vaincra, croyez-le. Et après, la Russie continuera à aller de l'avant, jusqu'à ce qu'elle puisse se donner une constitution beaucoup plus libérale, mais sans les excès de l'individualisme qui ont si gravement compromis le bonheur et la réputation des démocraties franco-anglo-américaines.

Puis-je dire ici, entre parenthèses, que, toute idée communiste mise à part, la Russie a sans doute quelques leçons à nous offrir. Si notre longue expérience de la démocratie nous donne le droit, je dirais le devoir, de lui enseigner le prix de la liberté individuelle, elle peut, par contre, nous dire que son organisation de production et de distribution mérite, de notre part, une étude sérieuse. Rien n'empêche le régime de l'entreprise privée, que l'Etat voudrait éclairer et guider, de réaliser des plans quinquennaux ou décennaux, suivant les exigences et les besoins du peuple.

Plusieurs autres initiatives sorties de l'imagina-

tion russe pourraient être pour nous, après la guerre, une révélation éminemment pratique. En retour, nous révélerons au peuple russe que le monde libéral et même capitaliste — pourquoi pas ? — n'est pas ce monde misérable, dégénéré et croulant que les sectaires de certains partis extrémistes lui avaient dépeint aux premiers jours de la révolution. Nous savons que des enfants russes émigrés, après n'avoir rien vu, tout d'abord, que la Russie, et n'avoir rien entendu, que la propagande d'un régime, ont été étonnés, abasourdis, de constater, à leur arrivée en Amérique, que, dans l'ensemble, notre vie était sur un plan plus élevé qu'en leur pays. On en conclut qu'il est temps de faire taire, des deux côtés de la barricade, le tintamarre de la propagande et les mugissements de la peur. L'étude sereine des saines réalités devrait suffire.

La guerre, oeuvre de haine, nous aura tout de même enseigné la tolérance. Grâce à elle, nous nous acheminons vers une politique internationale qui sera le premier pas vers l'universalité, politique profondément humaine qui, beaucoup plus que les chimères sociales de certains faux réformateurs — presque tous destructeurs — contribuera au bonheur de chacun. Pour la première fois dans l'histoire, les nations de tous les points du globe se sont unies, non pas tant pour défendre des frontières ou des empires que pour sauver des valeurs spirituelles, tous ces biens impondérables qui n'ont point de patrie parce qu'ils sont le lot commun de toute la race humaine.

rat
rud
tur
que
poi
du
I
ma
rab
ima
Eta
Ho
Yo
Ori
ple
pén
sis
ple
mu
nie
afi
Qu
l'a

VERS UNE FÉDÉRATION DES PEUPLES

C'est pourquoi nous croyons en une sorte de fédération des peuples les plus divers. Ce sera le plus rude coup que l'on ait jamais porté à cette pourriture qu'on appelle le nationalisme, cause de presque toutes les guerres ; ce sera en même temps l'espoir d'une vie meilleure pour chacun des membres du corps social.

Les pays suivants possèdent non pas séparément, mais dans leur ensemble, toutes les richesses désirables en hommes, en culture, en technique, en imagination, en ressources naturelles : Canada, Etats-Unis, Angleterre, France, Norvège, Belgique, Hollande, Tchécoslovaquie, Russie, Chine, Grèce, Yougoslavie, Afrique-Sud, Australie, Indes, Proche-Orient. Or, voici que tous les drapeaux de ces peuples, réunis dans un faisceau de sacrifices et d'espérances, sont le symbole d'une puissante et irrésistible réalité. Cette réalité, c'est que tous ces peuples, au moment du danger, ont pu mettre en commun leurs énergies, leurs ressources, tout leur génie de production, d'invention et de distribution, afin d'atteindre au même but, qui est la victoire. Quand il s'agit de faire passer d'une frontière à l'autre des soldats, des munitions, des vivres, des

canons, des tanks, des avions, ces frontières n'existent plus. La claire vision du salut commun a culbuté d'un coup l'égoïsme national. Les mots protection, tarif, change favorable, « balance » défavorable, n'ont presque plus de sens, en temps de guerre. C'est l'heure où il ne faut pas tenir compte de ces mots qui, momentanément, ne correspondent guère à des réalités, la seule réalité consistant à procurer aux nations en danger ou asservies, par les moyens les plus rapides, je dirais les moyens infailibles, la force de vaincre ou la délivrance.

Cette union économique qui s'avère efficace, indispensable même, pour poursuivre la guerre avec quelque chance de succès, pourquoi ne servirait-elle pas également aux oeuvres de paix ? Pourquoi une association internationale qui a fait ses preuves dans l'accomplissement de la tâche la plus difficile de toutes, la guerre totale, deviendrait-elle inutile dès qu'il s'agit de rentrer dans la loi de douceur et de refaire la vie et le bonheur de l'homme ?

Quant à moi, je crois que l'espoir du monde réside dans un internationalisme sain et constructif. Nous devons sacrifier présentement des millions d'hommes à contenir la ruée sauvage du nationalisme, cause de tant de ruines ; les crimes abominables commis en son nom devraient suffire à nous en inspirer l'horreur et à nous pousser vers une solution nouvelle. Si, après cette guerre, nous allons interpréter étroitement la charte de l'Atlantique et

proclamer, sans précautions, le droit prétendu sacré et inviolable des petites nationalités à s'isoler vaniteusement dans le cimetière des traditions mortes, et si, en même temps, les Etats-Unis commettent de nouveau l'erreur de se renfermer dans leur égoïsme continental, nous ne tarderons pas à retomber dans les mêmes crises et à provoquer une troisième guerre mondiale, celle-là plus désastreuse, plus meurtrière, plus irrémédiable que toutes les autres.

Le progrès des communications internationales et intercontinentales est tel que les distances n'existent plus et que le monde est devenu trop petit pour souffrir des frontières imperméables. Il faut que des barrières s'abattent, pour livrer passage au libre travail de l'homme et à la richesse qu'on ne cessera de multiplier à un rythme accéléré.

Il faut désormais que le commerce entre peuples soit libre ;

Il faut que s'abaissent les tarifs qui n'ont d'autre but que le gain individuel ou la domination d'un pays sur un autre ;

Il faut que la migration des hommes se fasse aussi librement que celle des produits de l'homme ;

Il faut que la vie et les accessoires de la vie soient mieux standardisés d'une région à l'autre, afin qu'une population, par suite d'un change défavorable, ne périclite pas de faim à côté d'une population ployant sous le poids de l'abondance ;

Il faut que le seul jeu des monnaies ne puisse plus, à l'avenir, être une cause de misère pour une large portion de l'humanité ;

Il faut que de grands peuples, tels les Etats-Unis, la Chine et la Russie, pour ne nommer que ceux-là, soient désormais étroitement unis et coordonnés, puisque, sans cela, la reconstruction du monde devient impossible ;

Il faut, en un mot, un organisme central du monde libre, avec pouvoir de législation et de sanctions internationales, afin qu'on puisse coordonner le travail et la richesse et distribuer équitablement les produits.

Les institutions du monde anglo-américain sont démocratiques. Elles se seront révélées supérieures aux autres régimes en temps de guerre comme en temps de paix. La fédération mondiale permettra à ces institutions de pénétrer chez d'autres peuples qui, par l'éducation et l'expérience, adopteront ce mode de vie — je dis bien mode de vie et non de gouvernement — et deviendront, par le fait, moins agressifs, moins dangereux pour la sécurité de leurs voisins.

Ce beau rêve d'un internationalisme politique, économique et social, une fois transporté dans le réel, vaudra infiniment mieux, veuillez m'en croire, que les divagations de certains soi-disant intellectuels qui prêchent la haine des classes, le nivellement social par en bas et la revanche de ce qu'ils

appellent les non possédants contre les possédants. Ceux-là ne voient le monde que par petits morceaux, et ils ont le tort d'en vouloir à l'initiative et au succès sans rien mettre à la place.

Au point de vue international, le Canada jouera un rôle important par l'immigration.

NOTRE SALUT: L'IMMIGRATION

Un de mes amis, homme fort intelligent, me fait part de ses inquiétudes sur l'après-guerre. Avec la dette formidable que nous aurons contractée, disait-il, nous n'aurons d'autre issue que l'inflation. Quand un homme est insolvable, il n'a qu'un refuge: la faillite. Il en est de même des peuples... Nous ne serons que douze millions de Canadiens pour porter une dette de quinze à vingt milliards. Avons-nous le droit de léguer ce fardeau à nos enfants et à nos petits-enfants ?

L'un des plus sûrs moyens d'éviter l'inflation, la faillite, lui répondis-je, c'est d'ouvrir nos portes à l'immigration. Si nous le voulons, nous pourrions compter vingt millions de Canadiens dans quinze ans, quarante millions dans trente ans. Alors, que serait une dette de quinze milliards de dollars ? Les ressources naturelles du Canada sont illimitées. Ce qui manque à ce pays, ce sont les hommes.

Les Etats-Unis ont formé la nation la plus riche, la plus productive et la plus puissante du monde. Fondés quelques années après la Nouvelle-France, ils se sont peuplés douze fois plus en trois cents ans d'existence. On compte aujourd'hui 135,000,000 d'Américains, presque tous descendants d'Euro-

péens venus en ce pays au cours des cent dernières années. Entre 1820 et 1900 seulement, les Etats-Unis accueillaient 20,000,000 d'immigrants. Et l'élan de cette migration ne s'est guère ralenti entre 1900 et 1925. Ce siècle-là marqua la plus belle époque américaine, probablement la plus brillante, au point de vue matériel, de toute l'histoire.

Que seraient les Etats-Unis avec une population à peu près égale à celle du Canada ? Un désert pour la médiocrité et la convoitise : la médiocrité, parce qu'un peuple qui habite un territoire quinze fois trop grand pour lui ne saurait suffire à l'organisation économique d'un tel pays ; la convoitise, parce qu'il est faible en face de n'importe quelle entreprise de l'impérialisme étranger. Cette faiblesse ne peut être compensée que par de puissantes alliances, et celles-ci venant à manquer, l'indépendance nationale est fortement menacée, peut-être perdue sans retour.

Par sa situation privilégiée, comme membre du Commonwealth des nations britanniques et comme voisin d'une grande démocratie pacifique et amie, le Canada a pu se développer librement et jouir, par reflet, d'une certaine aisance ; mais il devra bientôt faire face à des problèmes qu'il ne pourra résoudre sans faire appel à l'homme considéré comme l'unique source de travail, de production et de capital. En voici quelques raisons :

1.—Les pays surpeuplés se répandent nécessairement, soit par la force soit par des migrations pa-

cifiques, vers les terres inexploitées, qui sollicitent le travail de leurs bras, et comme le Canada est devenu un des rares pays où plus de soixante millions de nouveaux venus pourraient vivre à l'aise, il lui faudra ou bien ouvrir ses portes ou bien tenir sur pied des armées considérables pour parer à l'agression, armées d'ailleurs insuffisantes en raison de la faiblesse numérique de la population: *de toute façon, le Canada sera conquis, soit par l'immigration, soit par une invasion, et nous n'avons pas d'autre choix ;*

2.—Après cette épouvantable guerre, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, encore tremblants de terreur, après avoir souffert de la faim, du froid, de la captivité, des mauvais traitements, des deuils inconsolables, dans une Europe dévastée, voudront venir dans les très rares pays qui auront échappé jusque-là aux affreuses réalités des massacres collectifs, et nous n'aurons pas le droit de leur opposer une frontière inhospitalière, notre dureté et notre égoïsme ;

3.—La dette publique du Canada, qui s'élevait à peu près à huit milliards avant la guerre, aura peut-être triplé, en sorte qu'il sera impossible à une population de douze millions de payer l'intérêt et le capital ;

4.—Trois grandes provinces, celles de l'Ouest, ont été littéralement réduites à la mendicité officielle, entre 1930 et 1936, parce qu'elles sont l'un des plus vastes greniers à blé du monde et que le Canada,

trop peu peuplé, ne pouvait acheter ni consommer ce blé. . . qu'on laissait pourrir sur place ;

5.—Nos chemins de fer, parcourant 43,102 milles, traversant d'immenses déserts et d'arides chaînes de montagnes, sont organisés, en temps de paix, pour une population de soixante millions ;

6.—Malgré notre infériorité numérique, nous prenons rang parmi les cinq premiers pays exportateurs du monde, signe évident que le meilleur des marchés nous manque, le marché domestique, car il n'est pas bon qu'une trop forte partie de notre commerce se fasse à trois et quatre milles milles de nos côtes, en des contrées qui, bien souvent, seront dans l'impossibilité de nous rembourser ; d'ailleurs, la guerre a forcé tant de peuples à s'industrialiser intensément, que le Canada devra compter de moins en moins sur l'exportation et de plus en plus sur son marché local ;

7.—La prospérité de l'agriculture, dans les provinces de l'Est, ne peut être assurée que par la multiplication des centres de consommation de denrées alimentaires ;

8.—Les capitaux européens, désorganisés tous les 20 ans par la guerre, voudront naturellement émigrer chez nous, avec ce que cela comporte de population nouvelle.

Ce n'est pas tout. L'expérience nous démontre que les périodes d'immigration intense, dans n'importe quel pays du monde, ont invariablement coïncidé avec un accroissement de prospérité, de bien-

être et de civilisation. J'ai rencontré de prétendus économistes qui disaient : Nous accepterons des immigrants qu'à partir du jour où nous aurons procuré du travail et du pain à chacun de nos compatriotes. Erreur ! Erreur !

Tout homme nouveau qui arrive dans un pays comme le nôtre apporte avec lui ses propres besoins ; il mange, il s'habille, il se loge, il se paye des fantaisies. Il apporte donc du travail, car à ces besoins correspond un travail, surtout en un pays où les ressources surabondent.

On se réjouit, chez nous, de l'excédent des naissances. C'est le plus précieux des capitaux, dit-on. Pourquoi les immigrants, qui sont l'équivalent des naissances, au point de vue national, ne seraient-ils pas aussi un capital ? Les nourrissons au berceau ne sont qu'un fardeau. Ils ne deviendront productifs que dans vingt, vingt-cinq ans, souvent plus tard. Les immigrants sont immédiatement productifs.

Que signifie en effet l'arrivée en ce pays de mille familles d'immigrants ? Cela signifie mille logements de plus, quelques milliers de repas de plus, quelques milliers de complets de plus, quelques milliers de manteaux de plus, quelques milliers de paires de chaussures de plus, quelques milliers de salaires en circulation de plus, bref, un accroissement sensible de l'activité industrielle et commerciale.

C'est pourquoi j'ai la conviction que l'immigration est notre salut.

Par elle, nous pouvons nous assurer trente années au moins de prospérité dans l'immédiat avenir ; nous éviterons les crises sociales, les mouvements révolutionnaires qui grondent déjà autour de nous, car nous serons lancés dans un élan constructeur où toutes les initiatives privées auront libre cours et où les institutions démocratiques, inséparables de la liberté d'entreprise, prouveront une fois de plus leur efficacité et leur supériorité.

D'après mes observations personnelles, l'immigration rencontre, au Canada, trois groupes d'adversaires : les socialistes, certaines associations ouvrières et les partisans de races pures. Inconsciemment, les premiers ne voudraient pas que la solution du problème social se trouvât en dehors de leur théorie, et pour se prouver qu'ils ont raison, ils ont intérêt à ce que les malaises qu'ils dénoncent persistent. Dans la prospérité, le socialisme meurt de lui-même. Je dirais à ces apôtres qu'un système qui ne peut s'accommoder du phénomène naturel, nécessaire, humain, salubre, de l'immigration, porte en lui-même sa propre condamnation. La C.C.F. au Canada en est un exemple.

Les associations ouvrières qui s'opposent à l'immigration ignorent leurs propres intérêts, car l'homme est un capital de production et de travail.

Quant aux partisans des races pures, faisons-leur observer que les grandes civilisations sont formées du mélange de tous les sangs, de toutes les cultures. Il n'existe pas de pays plus mélangé que la France,

l'Angleterre, les Etats-Unis, la Russie et même l'Allemagne. Les Peaux-Rouges, que nos ancêtres ont évangélisés et exterminés, peu après leur arrivée sur ce continent, étaient de race pure. Ils habitaient des pays peu peuplés. Y en avait-il au-delà d'un million dans toute l'Amérique du Nord ? J'en doute ; ce que l'on sait, c'est qu'ils avaient beaucoup de terrain à parcourir. Chaque Peau-Rouge avait sa disposition des milles et des milles de territoire. Eh bien, sur ces vastes étendues, qui font vivre aujourd'hui au-delà de 150,000,000 d'habitants, dont le moindre, le plus misérable, vit encore mieux que le chef des Hurons, le Peau-Rouge crevait souvent de faim et mourait jeune. Et c'est là peut-être la meilleure preuve de ceci : que plus un homme a de terre à couvrir pour vivre, plus il est pitoyable.

THE HISTORY OF THE
LIFE OF
JAMES OGLETHORPE
BY
JAMES OGLETHORPE
OF THE
CITY OF SAVANNAH
IN THE
STATE OF GEORGIA
PUBLISHED BY
JAMES OGLETHORPE
OF THE
CITY OF SAVANNAH
IN THE
STATE OF GEORGIA
1834

NATIONALISME DESTRUCTEUR

Une minorité remuante et fanatique s'efforce d'isoler plus complètement que jamais la province de Québec du reste du monde anglo-américain. J'espère que cette tentative, en raison de son absurdité, est vouée à l'échec : sa réussite équivaldrait à un suicide national.

Prenant leurs désirs pour des réalités, nos nationalistes imaginent que le Canadien de langue française continuant, pour cent ans encore, à doubler tous les records de la natalité, formera la majorité absolue de la population canadienne et aura dès lors son Etat français.

La réalisation de ce rêve a pour condition essentielle la politique des frontières fermées. Que nos portes s'ouvrent à l'immigrant, « adieu, veau, vache, cochon ! » Le pot au lait est par terre. Or, l'immigration est inévitable.

Malgré notre très forte natalité — qui d'ailleurs tend à diminuer —, notre population de langue française ne saurait mieux faire que de doubler tous les quarante ans. En 1871, le nombre des Canadiens d'origine française s'élevait à 1,082,940 ; en 1911 il atteignit 2,061,619. De 1911 à 1941, soit en trente ans, ce chiffre a été porté à 3,500,000 environ.

La population d'origine française a donc triplé en 70 ans. C'est magnifique, mais ce n'est pas assez.

Il semble que, dans soixante ans, en tenant compte d'une baisse inévitable de la natalité, le groupe français ne pourra guère compter plus de huit à dix millions d'hommes. Pour peu que l'immigration se dirige vers nous durant cette période, nous ne pouvons que perdre du terrain. Nous en avons perdu depuis la Confédération; en 1871, nous formions, en chiffres ronds, un tiers de la population canadienne. Que sera-ce dans l'avenir, lorsque dix millions au moins d'immigrants entreront chez nous en quinze ou vingt ans ? La lutte serait inégale, et je ne crois pas en la revanche des berceaux... qui sont peut-être, suivant l'expression d'un romancier, les berceaux tragiques.

Dans ce cas, me direz-vous, la situation des Canadiens de langue française est-elle sans espoir ? Non pas ! Nous pouvons survivre à la condition de nous adapter aux réalités nord-américaines. Refuser de nous adapter, ce serait courir à la disparition certaine ; par contre, accepter de nous adapter c'est prendre le meilleur moyen d'assimiler notre quote-part d'immigrants et de maintenir notre importance numérique.

Je connais pas mal d'immigrants et de fils d'immigrants, même d'origine latine, qui ont opté pour le groupe anglo-canadien, parce qu'ils y voyaient plus de chances de succès, plus d'avenir. Je pour-

rais nommer telle famille distinguée de Belges français, dont les enfants ne parlent pas notre langue, tels descendants de la Suisse française dont les fils ne parlent que l'anglais et ne fréquentent que des milieux anglophones, tels Italiens — eh oui, même des Italiens ! — dont les rejetons n'ont fréquenté que les high schools. Qui les en blâmerait ? En vérité, pouvaient-ils en agir autrement ? Qu'auriez vous fait à leur place ?

Nous avons organisé et consolidé, chez nous, un régime scolaire qui ne pouvait faire de nous que des isolés. Nous y avons manifesté de façon évidente notre volonté de vivre à part, dans notre îlot perdu de l'Amérique. Avec des écoles où l'on apprend très difficilement à parler la langue de 140,000,000 de Nord-Américains dont nous sommes, où l'on refuse de relier l'instruction primaire aux études secondaires et universitaires, où l'on répudie d'avance les immigrants de langue française ou simplement d'origine méditerranéenne qui auraient le malheur de ne pas partager nos croyances, où l'on a ignoré, jusqu'à ces derniers temps, l'importance des mathématiques et des sciences, nous n'assimilerons jamais les immigrants : nous les chasserons.

Le résultat, vous le connaissez. Ou bien nous nous empresserons de changer, ou bien nous mourrons comme peuple. En affirmant ceci, je ne suis pas un alarmiste, je suis un réaliste.

Nous pouvons, si nous savons nous montrer assez désagréables, empêcher les immigrants d'entrer

dans cette réserve fermée qu'on appelle la Laurentie ; nous ne les empêcherons pas d'entrer ailleurs. Aux provinces maritimes, à l'Ontario, à la Prairie, à la Colombie, ces gens apporteront non seulement une richesse et une activité nouvelles, mais une influence qui servira contre nous, des députés qui débordront les nôtres, une langue et un esprit qui se rapprocheront infiniment plus des Anglais et des Américains que des Laurentiens. Ce jour-là, nous l'aurons notre Etat français, oui, nous l'aurons, mais il ne vaudra pas cher. La partie sera perdue.

Voilà comment l'appel de la « race » peut se transformer en suicide de la « race ».

Pour avoir donné aux nôtres ces avertissements, d'aucuns pourront mettre en doute notre patriotisme. Nous les plaignons. « *Quos vult Jupiter perdere demantat prius* ».

Puisque nous en sommes à la province de Québec, il n'est pas hors de propos de dire un mot du rôle du capital dans cette partie du Canada. Le régime capitaliste, entaché d'erreurs par moments, y a été bienfaisant dans l'ensemble. Nous ne voyons pas par quelle façon on pourrait l'y remplacer.

LE CAPITAL EST-IL L'ENNEMI N° 1 ?

Des revendications économiques de la province de Québec, on a tout dit, tout écrit. Cette question intéresse aussi bien les Canadiens de langue anglaise que ceux de langue française. Ces deux groupes ont beaucoup en commun. De leur coopération dépend leur progrès, surtout dans la sphère d'action matérielle.

En ces dernières années, les relations entre les deux nationalités dominantes de ce pays ont été quelque peu tendues, par suite d'une fausse interprétation du rôle du capital dans l'économie québécoise. Certains individus qui posent en champions du bien-être national ont porté toute sorte d'accusations contre nombre de nos grandes industries parce que celles-ci fonctionnent avec du capital anglais. Les Canadiens de langue française, disent-ils, ne sauraient subir sans honte la domination de ce capital, cause, d'après eux, de leur infériorité économique. Quelques leaders ont énergiquement proclamé que les ressources naturelles de cette province devraient être développées au seul bénéfice de la « race ». On cherche à créer l'impression que seuls les intérêts étrangers profitent des ressources de cette partie du pays.

Ils ne faut pas voir d'un oeil défavorable le réveil de l'opinion canadienne-française autour des problèmes d'ordre économique. Un tel mouvement, s'il est bien dirigé, peut porter de bons fruits. Trop longtemps dans le passé, nos compatriotes ont pris pour acquis qu'il fallait laisser notre développement industriel aux mains des groupes mieux outillés et mieux entraînés pour de telles entreprises. Mais examinons les faits.

Québec était un pays éminemment agricole ; en peu d'années, il a pris un essor industriel de première importance. Ce changement, survenu depuis le début du siècle présent, a modifié la vie économique, sociale et politique de cette province. Ce progrès, d'abord bien vu, s'est heurté dernièrement à un changement d'attitude de la part des Canadiens de langue française. Ils se sont mis à reprocher aux industries fondées sur les ressources naturelles d'être contrôlées par des Anglais. Mais on sait que leur orgueil de « race » a plus souffert de cette situation que leur compte de banque. Et si les Canadiens de langue anglaise, au point de vue économique, occupent le haut du pavé, ce n'est pas précisément leur faute : les mêmes chances de succès s'offraient aux Canadiens de langue française. Le malheur, c'est que des politiciens démagogues ont pris prétexte de cette inégalité matérielle pour mener campagne contre ce qu'ils appellent les « trusts ». On veut par là soulager la conscience canadienne-française et excuser les chefs de la « ra-

ce » de n'avoir pas su diriger le peuple vers les carrières qui assurent la conquête économique.

Ces offensives contre les prétendus « trusts » (synonyme de capital anglais) ont pris uniformément la même tangente. On ne se demande pas si Québec a manqué de saine direction. On se garde de dire — car ce serait un aveu compromettant — que, par une éducation et un entraînement appropriés, les Canadiens de langue française auraient été mieux outillés pour profiter des occasions offertes dans l'industrie où ils auraient obtenu un succès équivalent à celui qu'ils ont réalisé dans d'autres sphères d'action. Non. Ce sont les « trusts » qui ont fait tout le mal, ce sont eux qui ont enrichi et engraisé les étrangers au dépens du peuple. Partant de cette base, les soi-disant leaders ne voient qu'une solution au problème créé par leur propre incompetence à développer les ressources naturelles : la nationalisation. Mot magique qui fera que la richesse nationale de Québec, possédée enfin par les Canadiens français, se transformera immédiatement en bien-être. Mystérieuse alchimie !

Qu'entend-on par richesse nationale ? Nos fameux réformateurs ne l'expliquent guère. D'autres vous disent que, par là, on entend un ensemble de biens devenus propriété du peuple ; pour d'autres, la richesse nationale, c'est tout simplement quelque chose qui peut être contrôlé par des Canadiens de langue française. En fait, la définition n'est pas aussi simple.

La richesse nationale est constituée par les ressources, développées ou non, de cette province : mines, forces hydro-électriques, terres arables et domaines ruraux, chemins, ponts, chemins de fer, établissements industriels. Tout cet actif tangible, ces biens immobiliers, forment la richesse nationale. Aucun groupe, étranger ou indigène, ne peut enlever à Québec une telle richesse.

Aujourd'hui, cela représente une valeur considérable. Il n'en a pas toujours été ainsi. Les forces hydrauliques ont existé de tout temps. Que valaient-elles avant d'être exploitées ? Rien. Elles se perdaient sans profit pour personne. On ne faisait autrefois que très peu d'exploitation forestière, et la forêt dormait, inféconde. Nos richesses minières restaient enfouies sous terre. Ces biens existaient en puissance. Ils ne bénéficiaient à personne. Et ils n'auraient jamais bénéficié à personne sans la venue des capitaux, sans une mise de fonds de millions et de centaines de millions. Ce n'est qu'à partir du jour où ce capital fut placé chez eux que les Canadiens de langue française commencèrent à profiter de leurs ressources.

Les capitaux industriels affluèrent dans cette province il y a une cinquantaine d'années. C'était un visiteur désiré auquel on ouvrit les portes toutes grandes. Pourquoi y entra-t-il si facilement ? Pourquoi ne fut-il pas dirigé ailleurs ? Parce qu'il pouvait s'employer ici avec profit et parce que les conditions de son emploi offraient une certaine sécurité. Le ca-

pital trouvait, dans la province de Québec, de précieuses richesses à mettre en valeur, mines, forêts, forces hydrauliques, et cela, non pas au bénéfice de quelques privilégiés, comme on l'a tant dit, mais en faveur de toute la population collaborant directement ou indirectement à cette vaste entreprise.

Ajoutons que le capital, en venant dans Québec, ne visait pas tant à tirer parti du marché domestique qu'à envahir les marchés étrangers. Il ne comptait pas sur la population locale pour faire avec elle ses meilleurs bargains. On ne saurait trop répéter que les industries de notre province ont été créées surtout en vue de l'exportation. C'est là un facteur qu'on ne saurait ignorer quand on se mêle d'étudier la situation économique de ce pays. Les grandes pulperies et papeteries, les immenses usines et installations de l'aluminium, les mines importantes d'amiante et de cuivre, les aciéries, les centrales électriques et autres industries importantes n'auraient pu atteindre qu'à une fraction de leur développement actuel, quelques-unes d'entre elles n'auraient pu même exister, si elles n'avaient été conçues que comme entreprises domestiques à l'usage exclusif de Québec et confinées dans son maigre marché. Donc, la richesse nationale, exploitée, dit-on, par du capital étranger et au profit de celui-ci, a eu pour résultat premier d'importer dans notre province l'argent des clients de tous les pays du monde. En quoi elles furent un enrichissement considérable.

On ne parle du capital qu'en termes bien vagues. Il faut définir. Qu'est-ce que le capital ? N'est-ce pas l'épargne de l'individu ? Le revenu du cultivateur est du capital, de même que l'épargne de l'ouvrier. Ceux qui en possèdent plus que les autres sont surtout ceux qui se sont montrés plus prévoyants. Quand on réunit les épargnes de milliers et milliers de travailleurs pour former les fonds d'une nouvelle entreprise, cela devient du grand capital. Le capital n'est donc que l'accumulation des économies d'un très grand nombre. Il est faux de prétendre que les corporations contrôlent le capital; elles ne sont que des entités légales représentant la mise en commun des efforts d'une foule d'individus appelés actionnaires: cultivateurs, petits marchands, instituteurs, vendeurs, commis, employés de bureaux, mineurs, veuves...

Quand un politicien assaille la corporation, le « trust », comme il dit, il s'en prend à cent, à mille épargnants, petits et grands, qui ont placé dans l'entreprise leur revenu disponible. Ces épargnants sont le plus souvent des individus, parfois aussi des sociétés coopératives, des congrégations religieuses, certains organes d'intérêt public.

Qu'a retiré la province de Québec de ce capital dont on dit tant de mal ? Des documents officiels, ouverts à tous, nous renseignent là-dessus. De 1910 à 1939 (les statistiques des années suivantes nous manquent) le nombre des établissements industriels s'est accru de 6,584 à 8,373; le nombre des

employés de ces industries a passé de 158,207, à 220,321; les salaires se sont accrus de \$69,432,867 à \$233,757,767; la valeur de la production industrielle a été augmentée de \$350,910,656 à \$1,045,757,585; les exportations des marchandises produites dans la province ont progressé de \$125,378,646 à \$471,160,678 (ce produit de l'exportation, soit \$471,160,678 par année, représente une richesse toute nouvelle pour notre province); le capital payé sous forme de taxes par les corporations au trésor public de Québec a passé de \$712,100 à \$12,180,000 par année. C'est cet argent qui permet au gouvernement de construire ses chemins, de bâtir ses immeubles, de subventionner l'éducation, d'améliorer la santé publique, bref, de contribuer puissamment au bien-être général.

Malgré ces avantages multiples, grâce auxquels la province de Québec fut mise au premier plan pour la production électrique, minière, forestière et manufacturière, d'aucuns se demandent encore qui sont ceux que cela a enrichis. Qui? Mais il suffit d'ouvrir les yeux et de juger sans parti-pris pour avoir la réponse. Que de centres importants, que de villes, ne doivent leur existence qu'à ces développements: Trois-Rivières, Shawinigan, Cowansville, La Tuque, Valleyfield, Arvida, Riverbend, Dolbeau, Berthierville, Sorel... que d'autres encore! Et l'électrification de milliers de foyers à la campagne comme à la ville? Et le nombre imposant de propriétaires d'autos, de radios, de machines électri-

ques... ? Et les bons chemins ? Et la multiplication des appareils téléphoniques ? Et l'amélioration générale du standard de vie chez les Canadiens de langue française en comparaison du temps des ancêtres ? Vraiment, est-ce là un résultat médiocre ?

Ce n'est pas en vain que l'industrie, de 1910 à 1939, a procuré à cette province 62,114 emplois nouveaux; ce n'est pas en vain que le salaire moyen, pour l'ensemble des travailleurs, s'est accru, durant cette période, de \$439 par année à \$1,015.

Et ce n'est là qu'une énumération bien incomplète des bienfaits retirés par la province de Québec de la venue du capital dit étranger. Y a-t-il là de quoi maudire les « trusts » ?

S'il est vrai que le capital se dirige naturellement vers l'endroit où cela paye le mieux, il est non moins vrai que cela ne paye pas toujours. On compte par cent et cent millions le capital placé, soit dans Québec, soit en d'autres provinces, qui n'a que peu ou point rapporté. Bien souvent, on l'a fait travailler à perte. D'aucuns, n'ayant devant les yeux que des exemples de placements fructueux dans des industries où le risque initial était considérable, s'imaginent qu'il suffit de placer de l'argent quelque part pour faire fortune. Tout épargnant sérieux qui a l'habitude du placement sait qu'il faut jouer à pile ou face, et qu'on peut tout perdre là où on croyait tout gagner. Venons-en aux faits une fois de plus.

Après sa magnifique contribution au progrès et à la prospérité de la province de Québec, qu'a reçu le capital en retour ? Croyez-vous qu'il a toujours trouvé chez nous le pactole ? Détrompez-vous. Il est facile à des individus ignorant tout de l'économie et même de la vie réelle d'affirmer qu'on s'est engraisé des sueurs des Canadiens de langue française. Une foule de pourvoyeurs de capitaux n'ont pas même récupéré leur mise de fonds.

On a placé environ \$400,000,000 dans les pulperies et papéteries dans la province de Québec. Or, je suis persuadé que les épargnants qui ont fourni ces sommes seraient plus riches aujourd'hui s'ils avaient évité le risque et laissé leur argent en banque à deux pour cent. On ignore peut-être aussi que, toute proportion gardée, les revenus de l'immense et vitale industrie de l'aluminium, dans notre province, ont été insignifiants. Des millions de dollars y avaient été engagés ; durant une longue période, les bailleurs de fonds n'en retirèrent pas un cent, et ce n'est qu'en ces dernières années qu'ils ont reçu quelques dividendes. Cette industrie existe depuis quarante ans.

On a placé l'argent par dizaines de millions dans les chemins de fer qui desservent la province de Québec. Peut-on prétendre que ces entreprises ont enrichi bien du monde ?

Quelques corporations dites d'utilité publique ont fait de meilleures affaires. Les revenus ainsi gagnés sont toutefois modiques quand on pense aux

risques encourus dans des entreprises nouvelles, dont on ne pouvait prévoir clairement les résultats.

Les ressources de cette province ont donc été développées d'après des procédés sains, pratiques et avantageux pour la masse. Les partisans de la nationalisation, s'ils sont sincères, devront l'admettre. Peut-on reprocher à ces corporations des vices d'administration, des incompétences ? Peut-on affirmer, preuves à l'appui, qu'elles ont progressé aux dépens de la population ? Poser la question, c'est y répondre. Que nous donnerait de plus une nationalisation ? Pense-t-on qu'il suffira de franciser ces industries pour les rendre plus efficaces et profitables ? Il est d'ailleurs faux de prétendre que les Canadiens de langue française n'ont aucune part à la conduite de la grande industrie.

On oublie de dire au peuple que l'exploitation des ressources naturelles, telles que l'hydro-électrique, les mines, la forêt et autres, est sous la direction d'agences créées par le gouvernement provincial et composées de Canadiens de langue française. On oublie aussi de révéler aux gens que le gouvernement, après avoir perdu des taxes considérables, par suite de la nationalisation, devrait compenser cette perte soit par d'autres taxes, soit par une majoration du prix du produit et du service. En définitive, c'est Baptiste qui payera.

Croit-on que la nationalisation apportera plus de « bonnes jobs » aux nationaux ? Les personnes les plus éclairées et qui ont à coeur l'intérêt général

craignent plutôt une recrudescence du patronage politique, une augmentation des primes à l'incompétence, un gaspillage accru et un manque d'initiative, contraires à tout progrès.

La nationalisation ne saurait être une panacée pour les Canadiens de langue française. Le fameux cri: « Sus à l'étranger » n'a été inventé que pour camoufler la faillite des hommes ou des groupes considérés comme les dirigeants de notre peuple.

La réponse au problème posé, ce n'est pas la nationalisation, c'est l'éducation. Qu'on sache outiller les Canadiens de langue française comme il convient: ils feront le reste. Ils peuvent dire à leurs chefs ce que Churchill disait aux Américains: « Give us the tools, we will finish the job. »

I
si l'
tion
Cela
1
peu
cha
gen
soc
d'ill
2
est
ne d
de f
du j
bres
cha
3
rich
me,
cult
L
les

RICHESSSE INEXPLORÉE: L'HOMME

Il est inutile de parler de réforme démocratique si l'on ne s'emploie d'abord et avant tout à l'éducation, c'est-à-dire, au perfectionnement de l'homme. Cela pour trois raisons :

1o. La démocratie étant le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, il s'ensuit que chaque citoyen peut et doit être appelé à porter jugement sur les questions politiques, économiques et sociales, fonction incompatible avec une population d'illettrés ;

2o. En vertu du principe d'égalité de droit, qui est d'essence démocratique, l'instruction de l'enfant ne doit pas dépendre du compte de banque d'un chef de famille : elle appartient à tous, comme la lumière du jour, et l'Etat doit la distribuer à tous les membres de la société, afin que tous entreprennent à chances égales le long voyage de la vie ;

3o. La première richesse, je dirais la seule vraie richesse de tout groupement humain, c'est l'homme, en sorte que l'Etat a pour devoir premier de le cultiver jusqu'à la limite du possible.

Les grandes démocraties, nommément la France, les Etats-Unis, et les nations britanniques, ont vite

compris que l'instruction des masses était indispensable au fonctionnement du régime. A cette fin, elles ont établi la scolarité obligatoire et gratuite. C'est sans doute pour cette raison qu'elles ont dépassé en progrès, en richesse, en puissance et en culture générale, au cours du dernier siècle, tous les autres peuples du monde.

Les pays réactionnaires ont généralement refusé d'instruire les masses : les classes privilégiées, vivant surtout de l'ignorance, de la superstition et des préjugés populaires, craignaient de perdre leurs prétendus droits divins. C'est probablement pour cette raison que l'Espagne, entre autres, si forte autrefois, ne compte plus parmi les grandes nations du monde civilisé ; la république aurait pu la sauver : on l'a étranglée.

Les républiques soviétique, de même que le National-Socialisme d'Allemagne et le fascisme d'Italie, ont vite compris qu'il leur serait impossible de rattraper et concurrencer le monde démocratique sans instituer immédiatement l'école obligatoire. La Russie a fait, sous ce rapport, de prodigieux progrès. Le malheur, c'est que les institutions des Etats totalitaires, contrairement à celles des démocraties, sont fondées sur une religion politique et totalement dépourvues d'esprit libéral ; elles ne sauraient, par conséquent, ouvrir aux intelligences tous les horizons de la pensée et de la raison. C'est pourquoi la démocratie libérale seule est progressive à l'infini.

L'oeuvre est inachevée. Comment ne le serait-elle pas ? La libération des masses commence à peine. Une toute petite portion de l'humanité est à peine sortie — et combien péniblement — du régime et des habitudes féodales. Les libertés populaires, nées avec le libéralisme anglais, la révolution française et l'indépendance américaine, n'ont cessé de subir, de la part des éléments réactionnaires, à l'intérieur et à l'extérieur, des assauts persévérants, hypocrites et sauvages. La lutte dure encore, peut-être plus âpre que jamais. Rien d'étonnant que la marche en avant soit retardée.

Jusqu'ici, l'égalité d'instruction s'est réalisée au stage inférieur, dans les études primaires. Ce n'est pas assez. Il est vrai que la séparation de l'ivraie et du bon grain doit se faire de bonne heure, que le choix des sujets d'élite s'élabore durant les six ou sept premières années de probation et que par conséquent, un très grand nombre d'élèves, disons la majorité, en restera nécessairement à l'élémentaire ; il n'est pas moins vrai qu'une foule d'enfants du peuple, admirablement doués, forts par l'intelligence, le caractère et les habitudes de vie frugale, ne peuvent, faute de moyens ou de protection, atteindre au degré supérieur de la formation artistique, littéraire ou scientifique, études dont ils profiteraient sans doute mieux qu'une foule de privilégiés de la fortune.

A ceux-là, l'Etat doit secours et protection. Un nombre considérable de bourses particulières ont

permis à des enfants pauvres de parvenir au sommet de l'intelligence et de l'instruction. Il serait intéressant de savoir quels services ont rendus à leur pays ces favoris du sort. Que d'autres auraient pu enrichir également notre patrimoine intellectuel, s'ils avaient rencontré le Samaritain sur leur route !

J'eus un ami d'enfance auquel je ne puis penser sans une profonde émotion. Tous deux, nous allions à la même école, tous deux nous étions les élèves de la même institutrice, ma propre mère, qui avait vite discerné le talent exceptionnel de mon camarade. Que de fois elle me dit : « C'est dommage que X ne puisse être poussé plus loin : cet enfant-là ferait quelque chose ». Elle estimait tellement son intelligence qu'elle le chargeait parfois, bien qu'il n'eût que dix ou onze ans, d'expliquer à d'autres écoliers, des règles difficiles de grammaire ou de calcul. A moi-même, il donna maintes leçons d'arithmétique. Mon amitié pour lui se mêlait d'une sorte d'admiration, car, à ses succès scolaires, il ajoutait de l'adresse au jeu, à la chasse, à la pêche. Il était souple comme un chat et ingénieux comme Crusoé. La fécondité de son imagination était telle qu'il n'était jamais à bout de ressources. Dans la forêt, à la rivière, au fleuve, je l'accompagnais partout. Aucune difficulté ne l'arrêtait : il se débrouillait toujours. A onze ans, cet enfant était déjà un petit homme.

Cette même année, il quittait l'école définitivement. Je le perdis de vue. Plus tard, bien plus tard, je le rencontrai. Nous n'étions plus que des étrangers l'un à l'autre. Il s'était assimilé à la masse innombrable, anonyme, des talents perdus. Le travail trop précoce et la pauvreté avaient eu raison de lui.

Le coeur serré, je pensai à ces milliers d'autres, ses pareils, que la nature a comblés de tous les dons et qui, par l'injustice du sort, par l'imperfection de nos institutions sociales, sont moralement et intellectuellement anéantis dès leur entrée dans la vie.

Il nous faut donc un régime scolaire plus démocratique, une organisation qui permette à l'Etat de choisir le talent partout où il se trouve et de le cultiver.

L'homme est la première richesse du monde. Sous les régimes d'exception, de privilèges, d'autocratie, de ploutocratie, quelques classes d'hommes seulement s'arrogent le droit à la culture, au perfectionnement, à la réalisation de leur potentiel. Dans les démocraties, le droit à la culture revient essentiellement à tous, car le gouvernement, le commandement, l'intelligence, l'organisation politique, économique et sociale, reposent sur tous et chacun ; la démocratie est faite de la richesse que représente et contient chaque vie humaine. Elle est le peuple. Et plus le peuple s'élèvera en intelligence, en pensée, en raison, en science, en beauté, en justice,

plus la démocratie se rapprochera de l'idéal qu'avaient rêvé ses fondateurs, ces millions de héros obscurs, qui ont lutté pendant des siècles pour libérer des ténèbres l'avenir de l'espèce.

ASCENSION DES MASSES

Chez nous comme ailleurs, le niveau général des masses s'est élevé sensiblement: recul de l'ignorance, abaissement de la mortalité, progrès de l'hygiène, législation sociale, augmentation des emplois et des salaires. Des milliers d'hommes, aidés par la machine, font un travail moins dur, moins long et plus rémunérateur que par le passé ; des millions de femmes, à la campagne comme à la ville, ont cessé d'être les esclaves de leur tâche.

Devant ces faits, est-il juste de dire que le capital, en s'accumulant entre certaines mains, a appauvri les masses ? Je voudrais que des statisticiens sérieux fissent le calcul des capitaux possédés par la masse en 1900 et en 1940, et les comparer. Je suis prêt à parier cent contre un que le total de 1940 (je parle des ouvriers, des paysans et de la classe moyenne, et j'exclus les grands capitalistes) est au moins cinq fois plus élevé qu'en 1900. Ajoutons qu'un luxe relatif a pénétré dans toutes les couches populaires. Jugez-en par le nombre des simples salariés ou des cultivateurs qui jouissent du chauffage central et de l'électricité et qui possèdent, qui une automobile, qui un tracteur, qui un moteur, qui un radio, qui un frigidaire, qui un té-

léphone... De quoi ont été dépouillés ces gens, je vous le demande ?

A cette question, on répond que, de 1930 à 1937, d'innombrables chômeurs ont vécu de la charité publique. Mais ce n'est pas la première fois dans l'histoire que des crises sévissent, et nous verrons que le régime de la liberté d'entreprise peut parer à de telles crises par une meilleure organisation de la production et de la distribution.

On nous dit encore que les taudis font la honte de nos villes et que ces foyers d'infection, de maladie et d'immoralité sont la conséquence logique du libéralisme économique. Je suis persuadé qu'il y a moins de taudis à notre époque que dans les temps anciens. En tenant compte de l'augmentation de la population et toute proportion gardée, il y avait autrefois plus que de nos jours des foyers infects, des familles mal logées, mal vêtues, mal nourries. Au reste, le problème des taudis n'est pas aussi sérieux qu'on le croit : on peut le résoudre en quelques années. La moindre collaboration entre le gouvernement et l'entreprise privée aura tôt fait de remplacer le bouge par le logement salubre.

On parle des taudis, on oublie de mentionner que la plupart des gens sont plus sainement et plus confortablement logés qu'ils ne l'étaient autrefois. Le nombre des propriétaires a diminué sensiblement, avouons-le ; faut-il en conclure que l'on vit moins bien et que l'ambition de chacun en est affaiblie ? Je ne le crois pas.

Mieux vaut être locataire bien installé que propriétaire indigent et miteux. Pour les centres urbains, la chose ne fait pas de doute. Les citadins ne reviendront jamais à la stabilité ancienne. Les maisons vieillissent vite, même les plus solides. Le progrès les décline en quelques années. Le moindre petit appartement moderne, de coût moyen, offrira souvent plus de confort et de commodités que n'en offraient certains manoirs des anciens Canadiens, et je plaindrais celui qui l'échangerait pour un château du moyen âge. C'est pourquoi bien des maisons superbes peuvent devenir des héritages encombrants. Pour se rendre compte de la véracité de ces constatations, il suffirait peut-être de visiter d'anciens quartiers fashionables, qui sont tombés en déchéance : la Grande Allée, à Québec, la rue Sherbrooke, une partie du flanc de la Montagne, dans le quadrilatère compris entre l'avenue du Parc et la rue Atwater d'une part, et l'avenue Pine et la rue Dorchester, d'autre part, à Montréal. Les superbes hôtels particuliers que la génération précédente avait construits en ces endroits, en vue de la durée et de la stabilité, sont devenus, en très grand nombre, des clubs, des pensions, des boutiques, des « appartements », voire des annexes d'hôpital ou d'université. Ceux des héritiers qui n'ont pas été ruinés ont émigré dans des demeures moins spacieuses et sûrement plus confortables.

Je ne dis pas que ce phénomène est un signe de bonne santé ; mais il serait exagéré de prétendre

que l'habitation d'un même local, de père en fils, soit la condition essentielle de la vie de famille. Cette vie-là s'est transformée par la force des choses, voilà tout. On peut le déplorer ; on ne saurait rien changer au fait accompli : seule une certaine forme de progrès qu'il n'est pas au pouvoir de l'homme d'arrêter, chasse la famille d'un foyer vers un autre. A mon point de vue, le standard de vie d'un très grand nombre d'individus, probablement de la majorité, y a gagné... du moins dans les pays très avancés. Il n'est pas rare qu'une famille s'élève étape par étape, du taudis au château, du fond d'un faubourg misérable au boulevard Westmount. Dans nos pays où il n'existe aucune cloison étanche entre les classes, il est très fréquent que le même homme, par son travail, son ambition et ses succès, change huit et dix fois de milieu social.

Dans l'ensemble, j'ai la ferme conviction que le sort de la masse s'est amélioré au cours du dernier demi-siècle. Cette ascension ne fait que commencer. Nos démocraties sont allées, depuis vingt-cinq ans, à la dure école de l'expérience. Elles y ont beaucoup appris. Elles savent comment viennent s'en vont les crises ; elles connaissent à fond les principales misères du peuples ; elles en étudient passionnément les remèdes ; elles ont adopté déjà une foule de mesures sociales, et ce n'est là, pour elles, qu'un début : après cette guerre, elles s'appliqueront de toutes leurs forces non seulement

à réadapter les populations à la vie civile, mais à corriger les défauts du régime. D'aucuns envisagent l'avenir avec une sorte de désespoir. Ce sont les défaitistes. Il faut au contraire aborder les problèmes de demain avec optimisme, c'est-à-dire avec la conviction que la science, les inventions, les inquiétudes, les pensées, les plans d'action, conçus dans l'épreuve, serviront à reconstruire un monde meilleur.

Il est probable que la propriété immobilière, perfectionnée par tous les progrès mécaniques, sera une compensation à la diminution de la propriété immobilière dans la masse. Je parle ici des centres urbains. A la campagne, la possession de la terre et des bâtiments de ferme n'a pas subi les chambardements propres à la ville. La vie y est toute différente. Souhaitons que la propriété y soit maintenue. La terre ne saurait bouger. Nourricière du genre humain, elle s'offre éternellement au travail. A chaque retour de saison, le même champ reprendra sa tâche féconde. Il est bon que le paysan y demeure, que des générations s'y succèdent, car c'est là que les nations gardent leur forte sève, et c'est là aussi que l'humanité puise toute sa substance.

La vie du paysan a changé moins rapidement que celle des citadins. Elle a évolué tout de même. Elle n'est pas restée en marge du siècle de la machine. Elle a subi les coups et contrecoups des diverses crises ; mais le terrien a probablement moins souff-

fert que les autres travailleurs. Si nous consultons les statistiques, la terre produit infiniment plus que par le passé. Pour les cultivateurs, le problème de la production est loin d'être insoluble: c'est le problème de la distribution qu'il faut maintenant résoudre. On y parviendra sûrement, puisque les marchés seront désormais mieux explorés, mieux connus, plus accessibles en vertu d'une organisation internationale qui suivra la présente guerre. En ce qui concerne le Canada, une saine immigration, en accroissant nos marchés domestiques, marquera l'âge d'or de la vie rurale.

QU'ENTEND-ON PAR TRUSTS ?

Ce mot de monopole ou de trust est, de nos jours, l'un des plus communément employés et des plus exécrés. Nombre de personnes l'emploient sans même en connaître la signification exacte. La plupart des politiciens en mal de popularité le livrent à la vindicte publique. De la sorte, on a créé dans les esprits — et cela dans le monde entier — un « complexe » anti-trust assez semblable, quant à son effet psychologique, au « complexe » anticonscriptionniste créé dans notre province par des démagogues, des hommes publics à courte vue, des nationalistes fanatiques et des colonnards.

Au risque de scandaliser les faibles, j'avoue que je préfère le monopole privé au monopole d'Etat. On peut échapper au premier, garder contre lui des parcelles précieuses de liberté ; on n'échappe pas au second ; contre lui, il ne reste aucun recours, aucun, que l'exil ou la mort. Allez le demander aux illustres réfugiés Thomas Mann et Einstein.

Dans le langage populaire, on entend, par monopole, non seulement ces agglomérations industrielles et commerciales qui englobent et contrôlent totalement et de façon absolue telle branche du commerce et de l'industrie, mais aussi n'importe quelle

corporation de très grande envergure. Il suffit qu'une affaire soit puissante et influente pour qu'on y colle les mots de trusts et de monopoles. J'adopte ici le sens populaire.

Le monopole présente, confessons-le, des dangers et des inconvénients graves. Plus d'une fois, il est intervenu subrepticement dans la confection de certaines lois ; il a parfois empêché ou retardé l'adoption de mesures d'intérêt public. Je ne sais ce qu'il faut le plus déplorer ici, ou de la conscience élastique de certains mandataires du peuple ou de l'intrusion égoïste de maints particuliers dans l'exercice d'un devoir national.

C'est de là que provient, n'en doutons pas, cette réputation qu'ont malheureusement les élus du suffrage universel de céder aux sollicitudes de l'argent. Les ennemis du régime parlementaire sont à l'affût de toutes les fautes, de la moindre faiblesse de nos représentants et ministres. A défaut de preuves, ils inventent, calomnient, exagèrent et vitupèrent. Un jeune nationaliste me disait récemment, au cours d'une de ces discussions amicales où il est impossible de suivre un raisonnement et d'aller au fond des choses : « Le Parlement est l'instrument des trusts, et les parlementaires pratiquent le vol organisé. C'est pourquoi nous allons fatalement vers un Etat totalitaire ». Ce jeune homme était de bonne foi et se croyait dans le vrai, car son regard, incapable d'embrasser les principes généraux et universels, s'attachait uniquement

aux cas particuliers, et ces cas-là n'ont rien d'édifiant. Ils ne se rendait pas compte du danger, disons de l'injustice, des généralisations hâtives. Il est faux d'affirmer que tous les parlementaires cèdent à la corruption. J'ai vécu longtemps parmi eux, et je puis affirmer sans crainte que plusieurs ont fait et font encore des sacrifices réels pour la chose publique et qu'en outre ils sortent de la politique plus pauvres qu'au moment où ils y entraient.

Ce n'est pas d'ailleurs pour des cas, même nombreux, de corruption — et je n'admets pas qu'ils soient si nombreux — que je sacrifierais les libertés qui me sont chères. Penser librement, croire librement, parler librement, écrire librement, m'associer librement, aimer librement, haïr librement, manifester librement mes préférences ou mes répulsions, travailler librement, choisir librement ma tâche, voyager librement, sont pour moi des biens trop précieux pour que le moindre scandale me porte à passer la tête dans le collier du cheval domestiqué.

Revenons aux monopoles. Défendons-nous contre leurs empiètements. A nous tous, citoyens qui nous targuons de lumière et de moralité publique, il appartient de nous mêler plus étroitement à la politique, de chérir celle-ci au lieu de la vilipender, et d'employer nos énergies à la perfectionner et l'assainir. Depuis longtemps, nous n'avons parlé politique qu'avec une moue de dédain. Quand nous

voulions jeter l'injure à une réputation nous disions : il ferait un bon politicien. Et quand nous n'avions plus d'argument pour flétrir des opinions ou des idées, nous répétions : « C'est de la politique ». Nous faisons ainsi le jeu des ennemis des institutions démocratiques. Ces ennemis existent de temps immémorial, car la réaction ne désarme jamais ; ils sont devenus de plus en plus féroces, depuis l'époque libératrice de la Révolution française, et ils se sont unis aujourd'hui, dans tous les pays du monde, y compris les nôtres, dans l'espoir que la guerre contribuera à abattre ce qu'ils ont toujours haï : la liberté humaine. La moitié au moins des adversaires actuels des prétendus monopoles sont en même temps des fascistes ou des nazis conscients ou inconscients.

Les grandes corporations, les vastes industries, ne sont pas nées d'une conspiration : elles ont été produites par la force des choses. A un moment donné du développement économique, elles ont paru comme un moyen de simplification, d'efficacité et même d'économie. Elles ont obéi aux exigences du progrès mécanique, qui rendait désormais impossible le maintien d'une foule de petites entreprises trop faibles et trop dispersées ; elles ont contribué puissamment au relèvement des salaires et au bien-être des sociétés de travailleurs ; elles ont répandu les produits et les services avec une rapidité que la petite industrie ne pouvait sûrement atteindre ; elles ont abaissé en somme les

prix de toutes choses et elles ont mis à la portée des foyers les plus humbles une abondance et un confort que ne connaissaient autrefois que les familles bourgeoises.

On sait fort bien que la petite corporation ne pouvait nous donner, comme nous les possédons aujourd'hui, l'automobile, la radio et le téléphone, et que l'artisanat, à moins de travailler uniquement pour la gloire, serait impuissant à donner le confort à bon marché aux familles ouvrières. On sait aussi que les travailleurs, à de rares exceptions près, aiment mieux être employés dans une « grosse compagnie » que dans une petite.

On me répondra : « Que faites-vous de la concurrence en tout ceci ? » Cette question est essentielle. J'ai toujours défendu le principe de la concurrence, que je crois inséparable de la liberté et du progrès. C'est même pour elle que je m'insurge de toutes mes forces contre les excès d'étatisation et contre les essais de corporatisme. Mais ces organisations qu'on appelle monopoles ou trusts n'ont jamais, à ma connaissance, détruit la concurrence que dans un champ très limité et pour un temps fort court. Je mets n'importe qui au défi de me nommer un trust vraiment durable et complet. Aucun d'entre eux n'aura l'autorité et les promesses de durée de l'Eglise, même au point de vue purement matériel. Dans notre société d'hommes libres, l'imagination humaine n'est jamais à bout de ressources : quand une avenue lui semble fermée,

elle en fait le tour et arrive à son but. Par exemple, on a cru, à un moment donné, que les chemins de fer s'étaient assuré à perpétuité le monopole du transport sur longues distances : l'automobile est venue. On a cru que l'automobile progresserait sans opposition : l'avion est venu. L'avion même, du moins l'avion tel que nous le connaissons maintenant, sera partiellement remplacé, tôt ou tard, par un moyen de locomotion plus simple et moins dispendieux. Donc, ce qu'on appelle monopole n'est en vérité qu'une organisation un peu plus puissante qui stimule la concurrence au lieu de la décourager et qui, en somme, intensifie par là le bien-être et le progrès. Il faut le surveiller, parfois le combattre, il est absurde de le charger de tous les péchés d'Israël.

Infiniment plus redoutable serait le monopole d'Etat. Il serait la loi et les prophètes. Mis en possession de tous les moyens de législation, d'entreprise, de coercition, d'obstruction et de persécution, il nous permettrait peut-être une certaine initiative dans les petites choses ; il ne nous laisserait que l'obéissance dans les grandes. Et comme la matière est inséparable de l'esprit, comme la domination sur le corps social ne peut s'exercer sans la soumission des âmes, nous pourrions dire adieu à notre pensée, à notre raison, à notre conscience, à l'assouvissement de ces désirs de grandeur que Dieu a mis en chaque être d'élite en lui donnant la soif de l'infini. Quand nous entrerons dans le sanc-

taire de nos âmes, nous le trouverons profané. On profanera même le coeur et l'intelligence de nos enfants, car on leur imposera une école de croyances politiques et sociales auxquelles on donnera le nom de dogmes. Pour nous comme pour le petit Allemand, ce sera l'école des barbares.

FAIR

faible
faible
ce so
réflex
galva
forts
et l'i
de to
ber
prosi
appe
terra
pas
U
tout
peu
sont
imp
abb
nem
iné
ent
tion

FAIBLESSE MORALE OU FORCE MORALE

L'humanité a toujours été, est et sera faite de faibles et de forts. J'entends la force morale, la faiblesse morale. Les faibles sont le nombre, et ce sont eux, si j'en crois mes observations et mes réflexions, qui désirent la servitude sous les mots galvaudés d'ordre, de discipline et d'obéissance. Les forts, tous les forts, à moins d'être des ignorants — et l'ignorance est souvent une faiblesse — renient de tout leur être le Dieu-Etat. Plutôt que de courber le front devant l'idole, ils préfèrent être des proscrits ou des martyrs. Ils sont ceux que le Christ appellerait « le sel de la terre », ceux sans qui la terre tomberait en pourriture. Les faibles ne sont pas « le sel de la terre ».

Un très grand nombre d'hommes sont dominés toute leur vie par la peur, la peur du lendemain, la peur du risque, la peur des responsabilités. Ce sont les faibles. Tout pleins du sentiment de leur impuissance, soit physique, soit morale surtout, ils abhorrent la liberté. La liberté est pour eux l'ennemi. Elle suppose la concurrence entre des êtres inégaux, et, dans cette lutte qui constitue le seul entraînement à la vie et le seul moyen de perfectionnement, dans ce combat incessant des esprits

qui peut seul continuer la transformation de la condition humaine et marquer la différence entre la pensée et l'instinct, entre l'immortel et le mortel, entre le travail de notre espèce et celui des colonies d'abeilles ou de fourmis, le faible sent qu'il est vaincu d'avance. C'est pourquoi le faible refuse la liberté : il désire qu'on l'attelle au joug, dans l'espoir que le fort, attaché au même joug, traîne toute la charge sans jamais avancer plus loin que lui-même.

J'en suis venu à reconnaître aux traits, à certains gestes, certains jeux de physionomie, certaines manières de marcher, de parler, de regarder, certains tons de voix, certaines croyances, certain tour d'esprit, les ennemis de la liberté. Ils sont tristes, même dans leurs accès de gaieté. Ils posent en champions de la morale et sont souvent vicieux. Ils sont pessimistes, ils n'ont pas foi en l'homme. Plusieurs sont sectaires, inflexibles, cassants, fous d'orgueil. D'autres se montrent sympathiques et doucereux, cachant des violences secrètes et une hypocrisie profonde. La plupart sont des ratés, au futur ou au passé. Les uns rêvent d'être chefs, après n'avoir réussi à rien, sinon à tyranniser leur famille ; la liberté d'agir ne leur a rien rapporté ; les autres n'aspirent qu'à se laisser conduire, avec l'illusion qu'ils trouveront le bonheur à céder à d'autres le soin de penser pour eux et de leur dicter tous leurs actes, satisfaits et contents de recevoir, en

échange de la servitude acceptée, le manger, le vêtement et le logis jusqu'à la fin de leurs jours.

Ceux-là courent à de grandes déceptions. Le trust de l'Etat n'a rien à offrir aux faibles. Là aussi s'engagera la lutte entre des êtres inégaux. Toute la furie de l'instinct combatif de l'homme se portera dans le champ politique, les autres avenues étant fermées. Et là plus que dans l'état démocratique, ils sentiront tout le poids de leur faiblesse, de leur nature pusillanime et timorée. La férocité des luttes politiques qui se livreront fatalement dans les Etats monopolisateurs dépassera tout ce que peut produire la concurrence dans les sociétés formées à la liberté.

L'espoir des faibles réside dans les lois remédiatrices, dans cette évolution sociale vers le mieux, qui s'est manifestée fortement depuis au moins cinquante ans, dans nos milieux démocratiques ; il est surtout dans l'esprit chrétien, qui est à la base de nos sociétés libres et qui le restera. Seul le précepte évangélique qui renferme la loi morale, « Aimez-vous les uns les autres », inspire aux hommes les renoncements, l'altruisme, le dévouement, la pitié, la tolérance, qui peuvent élever les faibles à une vie faite de dignité, d'honneur, aussi de bien-être. Si l'on s'écarte de ce principe, on risque de livrer les faibles à la férocité de tous les instincts brutaux.

Quant à vous, jeunes hommes en qui je reconnais des forces réelles, mais en qui je perçois aussi

l'effet désastreux d'un enseignement où vous avez puisé, semble-t-il, la mystique de l'esclave, c'est avec une immense tristesse que je vous vois tourner le dos à la liberté. On vous a fait admirer l'Italie, secrètement même l'Allemagne nazie. On vous a dénoncé, des années durant, les prétendus méfaits de la démocratie. Vous haïssez la liberté ! Voilà l'oeuvre de vos maîtres. Vous qui étiez nés pour être des forts, on vous a réduits au rang des faibles. Et vous demandez à grands cris qu'on vous empêche enfin d'être libres.

Demain peut-être, vos prières seront exaucées. Il existe, dans le monde, des millions d'humains qui ne demandent plus qu'à renoncer à leur âme, qui ne demandent plus, nouveaux Fausts, mais Fausts à rebours, qu'à conclure un pacte de servitude avec l'Etat, en échange des joies de l'auge quotidienne ou peut aussi manger le pourceau. Oui, demain, vous pouvez être exaucés. Dans les premiers temps, néophytes de l'ordre nouveau, vous aurez l'ardeur des apôtres, cette sorte de mauvaise foi presque inconsciente que se donnent parfois les fanatiques d'une idée qu'ils veulent bonne à tout prix. Et alors, votre exaltation de commande vous empêchera d'être malheureux. Puis vous vieillirez. Plus tard, lorsque vous jetterez un regard sur votre vie passée, votre vie perdue, sur cette vie que vous n'aurez pas faite vous-même, de vos propres mains, de votre propre pensée, de votre orgueil légitime, vous sentirez descendre dans votre poitrine des flots

d'amertume. Et vous recommencerez à désirer pour vos enfants cette liberté que des misérables ou de faux prophètes auront ravie à votre jeunesse.

Mais je ne crois pas que la cause de la liberté soit perdue, même pour un temps. Cette cause-là trouvera, après la présente guerre, des esprits assez convaincus pour la défendre, des bras assez forts pour la faire triompher.

L
l'AN
le p
env
et q
dém
ne s
frèr
mai
gra
rég
de
som
ce
des
et
tiqu
rie
dée
plu
res
sou
civ
l

GUERRE CIVILE

Le chef-d'oeuvre de perfidie le plus génial de l'Allemagne et de l'Italie est d'avoir fait précéder le présent conflit d'une âpre lutte d'idées qui s'est envenimée jusqu'à la fin de la rébellion espagnole et qui, depuis 1939, a dégénéré, dans tous nos pays démocratiques, en véritable guerre civile. Celle-ci ne se traduit pas encore par des coups de feu entre frères citoyens ou par des assassinats en masse, mais elle se révèle tous les jours par une animosité grandissante entre les forces de progression et de régression, entre les fils de la révolution et les fils de la servitude. Après bientôt deux siècles d'un sommeil hypocrite, la vieille mystique de l'obéissance absolue de la pensée et de la raison aux ordres des infailibles renaît sous la protection des avions et des tanks. Par le fait même, les Etats démocratiques ont deux guerres sur les bras, celle de l'extérieur et celle de l'intérieur ; deux armées, celle qui décime nos populations par les bombes et celle, plus dangereuse, qui répand en deçà de nos frontières, au coeur même de nos idées, le poison fasciste sous toutes ses formes. C'est vraiment la guerre civile.

Les Hébreux marchaient, dans le désert, à la

lueur d'une colonne de feu ; ils allaient vers la liberté. Mais la colonne de fumée, qui précède partout les armées ennemies, conduit à l'esclavage. C'est la cinquième Colonne. Elle s'est élevée pendant des années, d'abord lentement, sous l'habile propagande de Mussolini, le mégalomane, ensuite à une allure accélérée, grâce aux intrigues, aux mensonges et à l'espionnage scientifique d'une Allemagne décidée à pourrir les nations par le dedans avant de les abattre par le dehors. Trois courants délétères, d'une grande puissance, furent lancés contre nos peuples et, comme des flots de lave, brûlèrent les coeurs faibles et ranimèrent l'audace de la crapule : phobie maladive du communisme, haine des Juifs et défiance à l'égard des droits populaires et démocratiques. L'exploitation intense de ces trois sentiments a permis aux agresseurs de préparer la décomposition des nations qui devaient être leurs victimes, de s'assurer, chez ces dernières, des collaborateurs conscients ou inconscients, d'armer jusqu'aux dents et sans opposition les forces conquérantes et brutales du nazisme et du fascisme. Après avoir plongé ces pays dans une sorte de guerre civile, il serait facile, pensaient-ils, de les finir par la dynamite.

Peu de temps avant Munich, il me fut donné, un soir, de sentir dans toute son horreur et sa férocité, la rancune accumulée, par la propagande italo-allemande dans l'âme des « purs », des imbéciles et des ennemis de l'homme. J'étais invité chez des

amis, fort sympathiques, qui semblaient heureux de me présenter à un général français alors à Montréal. Pensez donc ! Un général ! Il valait la peine de porter, en son honneur, plastron et cravate noire. Après deux verres de cocktail, les langues se délièrent et, de fil en aiguille, passant en revue les grands événements, on aborda la question d'Espagne. L'un de nous déplora les exécutions cruelles que multipliait Franco contre les républicains. Alors le général, d'un ton tranchant et froid, lança cette phrase : « Franco n'aura purifié sa nation que lorsqu'il aura collé au mur deux millions d'Espagnols, et c'est son devoir d'exterminer cette canaille ». C'est par des hommes de ce calibre que la France a été trahie.

Cet esprit-là fut répandu à foison dans tous les milieux petits-bourgeois de la partie française du Canada. Outre que nos professeurs de philosophie — n'ayant de philosophes que le nom — imposaient à toute la jeunesse des collèges, à toute la classe dite instruite, la thèse de la supériorité de la monarchie sur la démocratie et celle, plus importante encore, du danger des libertés individuelles et du péché du libéralisme intellectuel, les journaux de France les plus en vogue auprès de notre élite étaient précisément, outre l'*Action Française*, organe royaliste, les journaux vendus aux Etats totalitaire, nommément *Candide* et *Gringoire*, tous deux fascistes et ennemis de la république. Nos libraires en écoulaient, chaque semaine, des milliers

de numéros, et certains kiosques n'en avaient jamais assez. Je me souviens de la joie presque sadique qui passa dans certains regards, quand on lut, dans *Gringoire* du 11 octobre 1935, alors que Pierre Laval était président du Conseil, l'insultant article d'Henri Béraud — aujourd'hui collaborateur du nazisme — intitulé: « Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage ? » Ce médiocre et virulent écrivain avait ramassé, en quelques colonnes, tout ce qu'il avait pu trouver de déplorable dans l'histoire de l'Angleterre, depuis la guerre de cent ans jusqu'à la dispersion des Acadiens. Il terminait par ces mots: « Je pense et je dis que la concorde continentale pourra seule sauver l'Europe et le monde... Une entente de huit jours entre les victimes, et le colosse tombera... Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage ? Oui. Le Négus au besoin pourrait s'en charger ».

Cela s'écrivait sous l'oeil complaisant, probablement complice, d'un Pierre Laval, qui déjà se frottait les mains d'aise à la pensée du tour qu'il jouait aux Anglais dans l'affaire d'Ethiopie. Mais ni Laval ni Béraud n'attachaient d'importance au livre fameux qu'avait écrit Hitler, livre dans lequel le caporal boche écrivait en toutes lettres que l'anéantissement de la France était nécessaire à la grandeur de l'Allemagne. Ces hommes faisaient déjà partie de la Cinquième Colonne, et, avec leurs pareils, Pétain le premier, ils ont préparé la plus ignoble capitulation de l'histoire de France.

Or, *Candide* et *Gringoire* luttaienent avec un acharnement malhonnête et impitoyable, contre tout ce qui, de loin ou de près, touchait à la république. Ils ne manquaient pas une occasion de louer le fascisme et ils accablaient de calomnies tous les hommes publics qui ne partageaient pas leurs opinions, c'est-à-dire, les opinions de leurs maîtres de l'étranger. Ils ne reculaient devant aucune saleté, et quand il s'agissait de démolir un adversaire, ils commettaient les plus lâches et les plus sales personnalités. Ajoutons, à ces organes de dénigrement systématique, l'*Action Française*, où Maurras et Daudet, deux journalistes de talent, prêchaient constamment leur royalisme ridicule et souillaient toutes les réputations. Daudet surtout fut le gangster du journalisme. Bas pamphlétaire, exploiteur de secrets d'alcôve, ce gros mangeur, l'estomac plein des fermentations puantes d'une pensée encombrée de ragots de concierge, éructait et vomissait sur les démocrates et la démocratie. Et nos petits bourgeois applaudissaient.

C'est ainsi que s'est formée, dans notre province, une Cinquième Colonne. Elle existait bien avant la guerre: il avait suffi, pour la créer, d'enlever à une portion de notre élite la foi en l'idéal de la liberté individuelle et aux institutions du monde américain et britannique. Nous retrouvons les traces de cette décomposition, de cette déformation de la pensée et de la raison, dans plusieurs journaux canadiens-français. Les sympathies ac-

quises à Vichy étaient contenues en puissance dans cette période, où l'Etat et la police donnaient carte blanche à la propagande fasciste et faisaient emprisonner quelques ouvriers inoffensifs sous l'accusation d'activité communiste. Nous faisons déjà le jeu de l'Allemagne.

Je sais qu'il faut appliquer les freins au libéralisme économique ; mais l'Amérique doit beaucoup à ce libéralisme, qui fut, durant un siècle absolument indispensable au monde nouveau. Les Etats-Unis en sont un exemple typique. Aucun pays n'a connu de progrès comparable à ceux des Américains. Depuis vingt-cinq ans, les plus grandes nations du globe se sont inspirées de l'américanisme au point de vue matériel. Les expériences russes, allemandes et japonaises, en ce qu'elles ont de plus efficace, en ce qu'elles peuvent contenir de bienfaisant en temps de paix, auraient été impossibles sans l'application et le perfectionnement des méthodes américaines. Et ces méthodes étaient exclusivement le fruit du libéralisme. Il est vrai qu'on s'en sert aujourd'hui pour détruire notre civilisation, mais ce ne sont sûrement pas les Américains qui l'auront voulu.

On dit maintenant que ce libéralisme a fait faillite. Hélas ! nous appuyons plutôt sur nos faillites que sur nos réussites. Admettons cependant que ce régime en se développant outre mesure, a produit parfois des monstruosité. Les longues années de chômage, la faim sévissant dans les milliers de fa-

milles en une société capable de produire beaucoup plus, l'abandon des faibles à leur triste sort, la misère des classes moyennes, voilà autant de maux que n'a pas su prévoir à temps une humanité trop portée à mettre les valeurs matérielles au-dessus des valeurs morales ou spirituelles.

L'après-guerre ramènera-t-elle la crise avec son douloureux cortège ? L'Etat, habitué à tout gérer, à tout diriger, à tout ordonner, se servira sans doute des procédés de guerre pour régler les problèmes de la paix. Rien ne saurait l'empêcher. Jusqu'à quel point doit aller cette socialisation ? Ou bien l'individu sera soumis à l'Etat dans tous ses mouvements, et alors, nous connaissons, avec la perte de nos libertés, un arrêt de tout progrès, de tout élan civilisateur ; ou bien nous resterons libres, et nous serons exposés aux malheurs d'avant-guerre. Voilà ce qu'on dit, ce que l'on pense. N'y aurait-il pas un moyen terme ? Jusqu'ici, les esprits les plus éclairés que j'ai pu consulter là-dessus ne m'ont donné aucune réponse satisfaisante. Je crois pourtant qu'après avoir gagné la guerre et refoulé les forces d'asservissement représentées par l'Etat totalitaire, nous pourrons, du moins en Amérique, garder la plupart des libertés essentielles sans lesquelles les Américains — de même que les Canadiens — ne trouveraient plus aucun intérêt à vivre.

Je ne tiens pas le libéralisme pour battu, quoi qu'en disent les pessimistes et les fascistes. Les libertés de penser, de parler, de croire, d'agir, de

s'assembler, de s'associer, ne sont pas mortes. Elles sont inséparables aussi des initiatives matérielles... qui ne sont pas aussi matérielles qu'on l'imagine. Le grand avantage des institutions démocratiques, c'est la souplesse extrême, la sensibilité de l'organisme, qui ressent tous les maux et qui cherche à perfectionner, réformer, guérir. Les Etats démocratiques sont, par essence, des organes d'évolution. Les mesures remédiatrices qui y naissent, pour améliorer le sort de leurs sujets, sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus rapides. C'est là sans doute qu'on trouvera d'instinct, par le jeu mystérieux de la nécessité, le moyen de concilier la sécurité avec la liberté. La démocratie a horreur des formules rigides, qui enserrant tous les hommes dans des carcans, et c'est tant mieux pour le bonheur de l'humanité. La démocratie n'est pas le capitalisme, ni le corporatisme, encore moins le fascisme : elle proclame seule le droit de chacun à une somme de bonheur en ce monde, et seule elle fera le nécessaire pour le lui procurer.

Tout se résume en deux mots : raison et amour. Il n'y a pas d'avenir dans la société, pas de progrès, pas même de bien-être sans l'exercice libre de la raison individuelle ; il n'y a pas de sécurité pour les faibles sans un grand amour, qui procède de la morale chrétienne ou de la morale tout court. Le reste est vain.

UN DERNIER MOT

Maintenant que j'ai affirmé ma foi démocratique et libérale, je dirai à nos chefs d'Etat et à nos directeurs d'entreprises que pour eux et pour nous tous, l'avenir dépend de l'énergie, de la prévoyance, du désintéressement et du talent d'organisation et d'adaptation qu'ils sauront déployer à la fin de cette guerre.

Ou bien ils donneront aux masses, de façon tangible et non seulement verbale, une sécurité plus grande, un travail plus continu, ou bien ils risquent d'être balayés par une masse de mécontents et de désespérés qui, pensant n'avoir plus rien à perdre, n'hésiteront pas à se livrer aux thaumaturges de l'idéologie nouvelle.

Il suffirait désormais d'une crise de chômage semblable à celle que nous avons traversée entre 1929 et 1937 pour jeter par terre les tenants de la liberté et de l'initiative individuelle. Oh ! je sais bien que celles-ci ne sauraient mourir tout à fait et que, tôt ou tard, elles auront leur revanche, mais, de grâce, cherchons à éviter un bouleversement qui n'aurait d'autre résultat que la haine et la souffrance.

Ne nous faisons pas d'illusion : l'idée d'un changement profond est dans tous les cerveaux. De par mon métier de journaliste, je vois un tas de gens de tout calibre et de toute condition. Depuis environ un an, presque tous — presque tous, entendez-vous — ceux avec qui j'ai discuté m'ont exprimé leur certitude que la propriété ou le contrôle d'Etat se substitueraient à la grande entreprise privée. Depuis cet homme cultivé, qui m'annonçait la disparition des « trusts » et le retour à la petite industrie domestique, jusqu'à ce bon employé de chemin de fer, qui me disait candidement : « On travaille en attendant que les trains soient donnés à la dictature », on attend généralement la venue du nouveau maître.

Il ne faut peut-être pas attacher trop d'importance à ces prophéties ; mais il serait dangereux de n'en pas tenir compte. Je suis de l'avis d'Anatole France, lorsqu'il écrit dans *Le Jardin d'Epicure* : « On annonce, on attend, on voit déjà de grands changements dans la société. C'est l'éternelle erreur de l'esprit prophétique. L'instabilité, sans doute, est la condition première de la vie ; tout ce qui vit se modifie sans cesse, mais insensiblement et presque à notre insu.

« Tout progrès, le meilleur comme le pire, est lent et régulier. Il n'y aura pas de grands changements, il n'y en eut jamais, j'entends de prompts et de soudains. Toutes les transformations écono-

miques s'opèrent avec la lenteur clémentine des forces naturelles...

« Notre état social est l'effet des états qui l'ont précédé, comme il est la cause des états qui le suivront. Il tient des premiers, comme les suivants tiendront de lui. Et cet enchaînement fixe pour longtemps la persistance d'un même type ; cet ordre assure la tranquillité de la vie. Il est vrai qu'il ne contente ni les esprits curieux de nouveautés, ni les coeurs altérés de charité. Mais c'est l'ordre universel. Il faut s'y soumettre. Ayons le zèle du coeur et les illusions nécessaires ; travaillons à ce que nous croyons utile et bon, mais non point dans l'espoir d'un succès subit et merveilleux, non point au milieu des imaginations d'une apocalypse sociale : toutes les apocalypses éblouissent et déçoivent. N'attendons point de miracle ».

Je serais très surpris que la population nord-américaine, après avoir été relativement heureuse, hors les années de crise, pût renoncer tout d'un coup à son passé, à sa tradition essentielle, à ses habitudes les plus chères. Si je fais ici la différence entre l'Europe et l'Amérique, c'est que le vieux continent, ravagé, ruiné, en partie détruit, ne pourra rendre immédiatement à l'entreprise privée son statut d'avant-guerre. L'Europe devrait faire le sujet d'une étude particulière.

Cependant, nombre de réformes sociales et économiques s'imposent même en Amérique. L'Etat et les chefs d'entreprises doivent collaborer plus étroi-

tement que jamais pour procurer au peuple, à tout le peuple, une vie qui vaut la peine d'être vécue.

Au cours du dernier siècle démocratique, ce qui a manqué le plus à la plupart des politiques et des hommes d'action, c'est le *sens social*. Il a fallu les récriminations de la foule, le progrès des associations ouvrières, le grondement lointain des révolutions, pour inspirer à plusieurs ce sens de la solidarité humaine, qui devrait se confondre avec l'instinct de conservation.

Avoir le sens social, cela signifie que l'on se dépouille de son égoïsme, de sa voracité naturelle, de son individualisme, pour distribuer un peu plus de bonheur, de bien-être, de sécurité, à ses frères les autres hommes, à ceux de la grande famille humaine, qui ont été nourris depuis des siècles, des miettes de la table immense où Dieu déposa pourtant tous les froments, tous les fruits de la nature. Qu'est-ce encore ?

C'est acquérir cette intelligence du coeur qui donne le sentiment de la fraternité humaine, et fait comprendre que le bonheur des autres importe à son propre bonheur, ou, pour mieux dire, qu'il n'est guère possible d'être longtemps heureux dans une société profondément malheureuse ; c'est concevoir que tout pouvoir nouveau confère des responsabilités nouvelles, toute ascension, soit dans le domaine de la matière, soit dans le domaine de l'esprit, comporte des devoirs plus grands et plus redouta-

bles envers ses semblables ; en un mot tout bon citoyen doit se dévouer au bien commun.

Si l'entreprise privée a subi tant d'assauts, au cours du dernier demi-siècle, c'est qu'on était trop habitué à penser que les affaires n'avaient pas d'âme et que l'homme, cette substance infiniment précieuse et délicate, pouvait se manoeuvrer comme une marchandise. D'aucuns prétendent acheter le travail. Oui, le travail s'achète et se paye, mais il est inséparable de la personne humaine, c'est-à-dire, d'un être qui pense, qui sent, qui respire, qui rit, gémit, souffre, un être dont les possibilités de résignation sont limitées et dont les bornes de la patience éclatent parfois en révoltes. Là est la question. Il faut que les hommes qui ont la responsabilité de commander ou de gouverner sachent une fois pour toutes que seul leur sens social peut aujourd'hui sauver l'initiative individuelle et la liberté.

Par contre, les revendications de la masse ne sont pas toujours fondées sur des réalités. Trop souvent, la foule des travailleurs est la proie facile des démagogues ou des songe-creux qui se taillent des succès de popularité en exploitant le vieux fonds d'envie et de cupidité inhérent à la nature humaine. Il appartient aux éléments honnêtes et modérés de servir au peuple le contre-poison. La grande faute, l'irréparable faute de ces honnêtes, de ces modérés, ce fut, dans le passé, de rester dans leur tour d'ivoire et d'écouter de loin, le sourire aux lèvres,

les diatribes des démagogues qui prêchaient la destruction de l'idéal démocratique.

Il n'est plus permis de rester indifférent à cette grande bataille d'idées et d'intérêts. Quant à moi qui ai voué toute ma vie à la cause de la liberté, je sens que le sort des vrais libéraux se décidera au cours des cinq ou six prochaines années ; c'est pourquoi je me joins à l'armée de l'évolution libérale contre les forces de réaction et contre les ferments révolutionnaires, dont le triomphe ferait de nos fils et de nos petits-fils des générations de sacrifiés.

Au moment de fermer ces pages, certains me reprocheront peut-être de n'avoir présenté aucun plan défini pour la reconstruction du monde. Je me suis bien gardé de cette tâche prétentieuse, téméraire, qui consisterait à paver la route de l'avenir. Les plus grands prophètes de la science et de la pensée y ont échoué. En ces dernières années, j'ai pris contact avec quelques-uns des cerveaux les plus puissants, les mieux organisés que l'on connaisse. Aucun d'eux, aucun, ne pouvait se vanter d'offrir une solution satisfaisante aux problèmes de l'après-guerre.

En présence de l'inconnu, dont le terrible mystère refuse de se révéler à nos recherches et à nos craintes, nous devons faire un acte d'humilité. La vie de l'humanité, la vie tout court, est tellement fluide, capricieuse, féconde en surprises, qu'elle ne saurait être enfermée d'avance dans les lignes rigi-

des d'un plan défini. Les architectes de l'idée ne pourront jamais aller jusque-là.

On dessine d'avance, dans leurs moindres détails, un building, un pont, un navire, un chemin de fer, un tunnel. La réalisation sera la reproduction exacte, avec les proportions voulues, du tracé architectural. Mais on ne dessine pas la vie.

Qui d'entre nous peut se targuer d'avoir fait le plan de sa propre vie et de l'avoir suivi à la lettre ? Personne, j'en suis sûr. Toujours le destin nous conduit par les voies imprévisibles. Les plus grands succès individuels, les plus étonnantes réussites, se sont accomplis à coups d'imprévus, au gré des circonstances. Et c'est là qu'apparaît la supériorité, je dirais le triomphe de la vie, sur toute matière : elle sait se servir des circonstances, du hasard, des difficultés mêmes, pour franchir les obstacles, grandir et vaincre. La plupart des problèmes qui se sont présentés à vous, problèmes que vous jugiez insolubles, quand vous y pensiez d'avance, vous les avez résolus au moment même où vous étiez ^{au} prises avec eux.

Il en sera peut-être de même pour la reconstruction des peuples. On ne saurait aborder les questions sociales et économiques sans travailler sur de l'humain. L'humain, c'est la vie. Faisons des plans, sachons prévoir, fort bien, mais n'oublions pas que l'humain déjouera une grande partie de nos plans et prévisions.

Les problèmes insolubles se résoudreont à l'heure même où nous les vivrons, pas avant. L'humanité en a vu bien d'autres. Et une fois que la première solution sera trouvée, d'autres menaces se dresseront à l'horizon du temps. C'est la vie.

JEAN-CHARLES HARVEY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	9
A ceux qui doutent	15
L'âme de la démocratie	25
La nouvelle idole	31
L'impossible égalité	35
Du parlement à la dictature	39
Seul l'individu est créateur	45
D'un rêve à la réalité	53
La machine n'est pas l'ennemie du travail .	61
La perte de la confiance	65
L'utopie du partage égal	71
Vie convenable pour tous	75

Regard sur les Russes	79
Vers une fédération des peuples	83
Notre salut: l'immigration	89
Nationalisme destructeur	97
Le capital est-il l'ennemi No 1 ?	101
Richesse inexplorée: l'homme	113
Ascension des masses	119
Qu'entend-on par trusts ?	125
Faiblesse morale ou force morale	133
Guerre civile	139
Un dernier mot	147

79

83

89

97

101

113

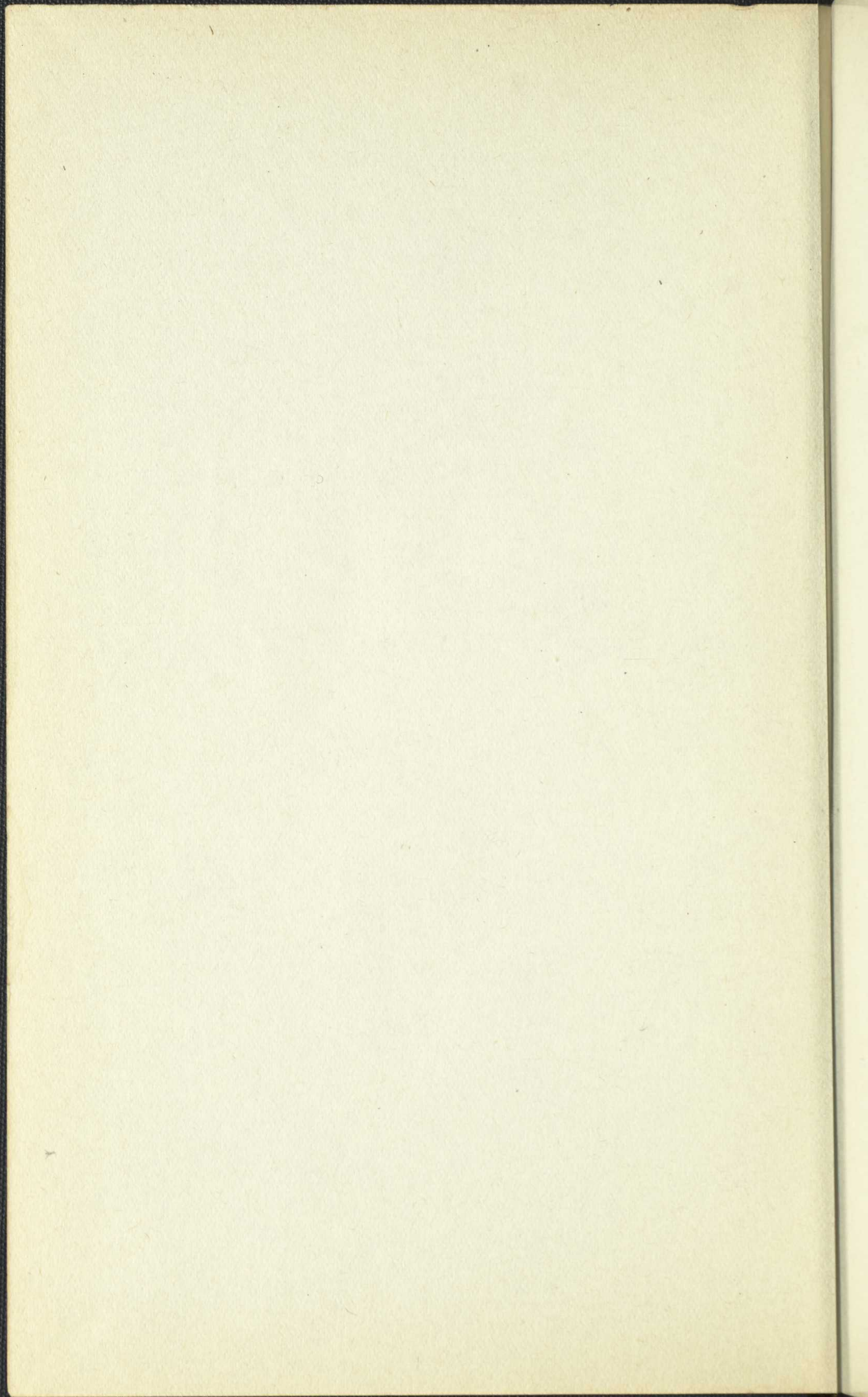
119

125

133

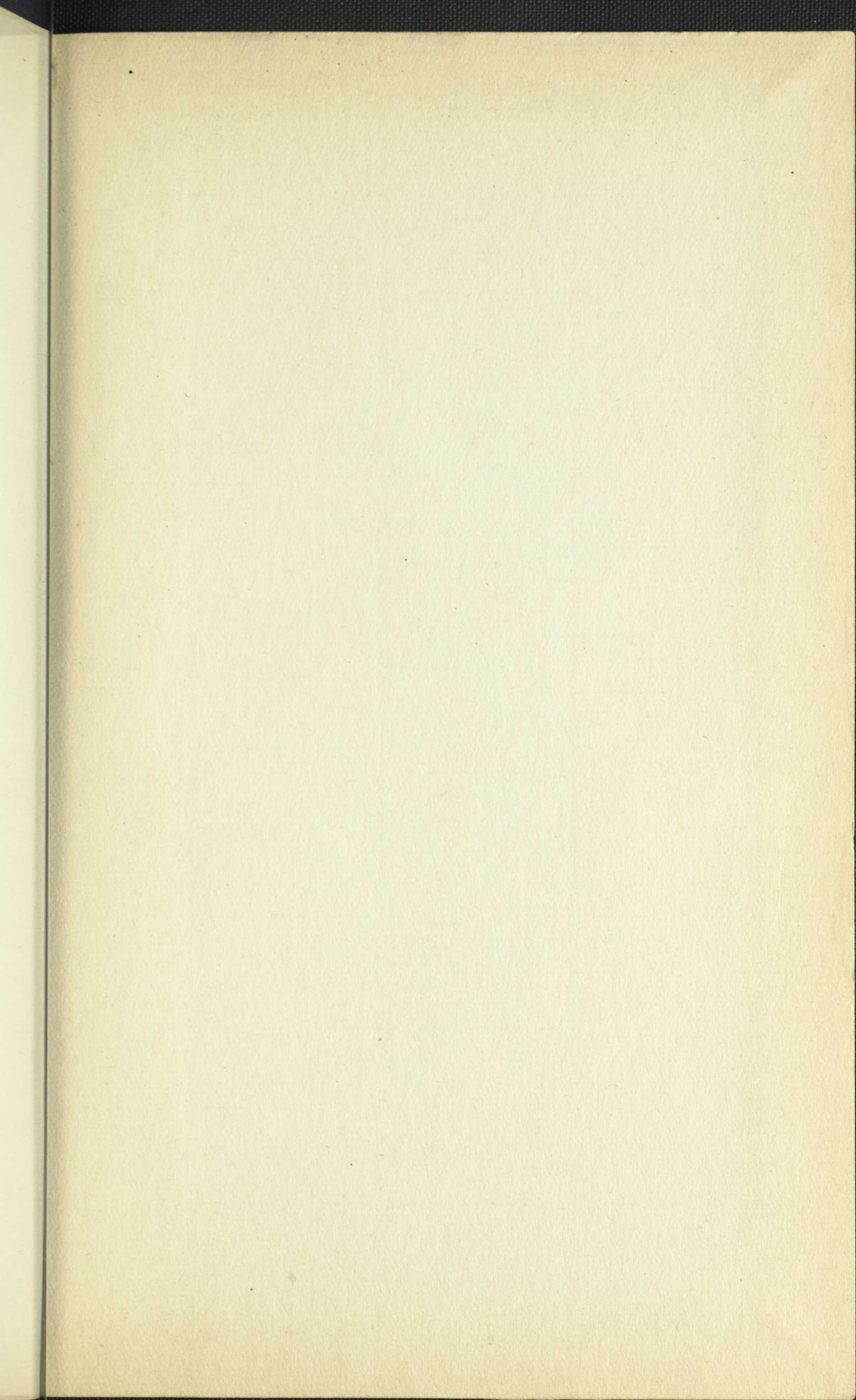
139

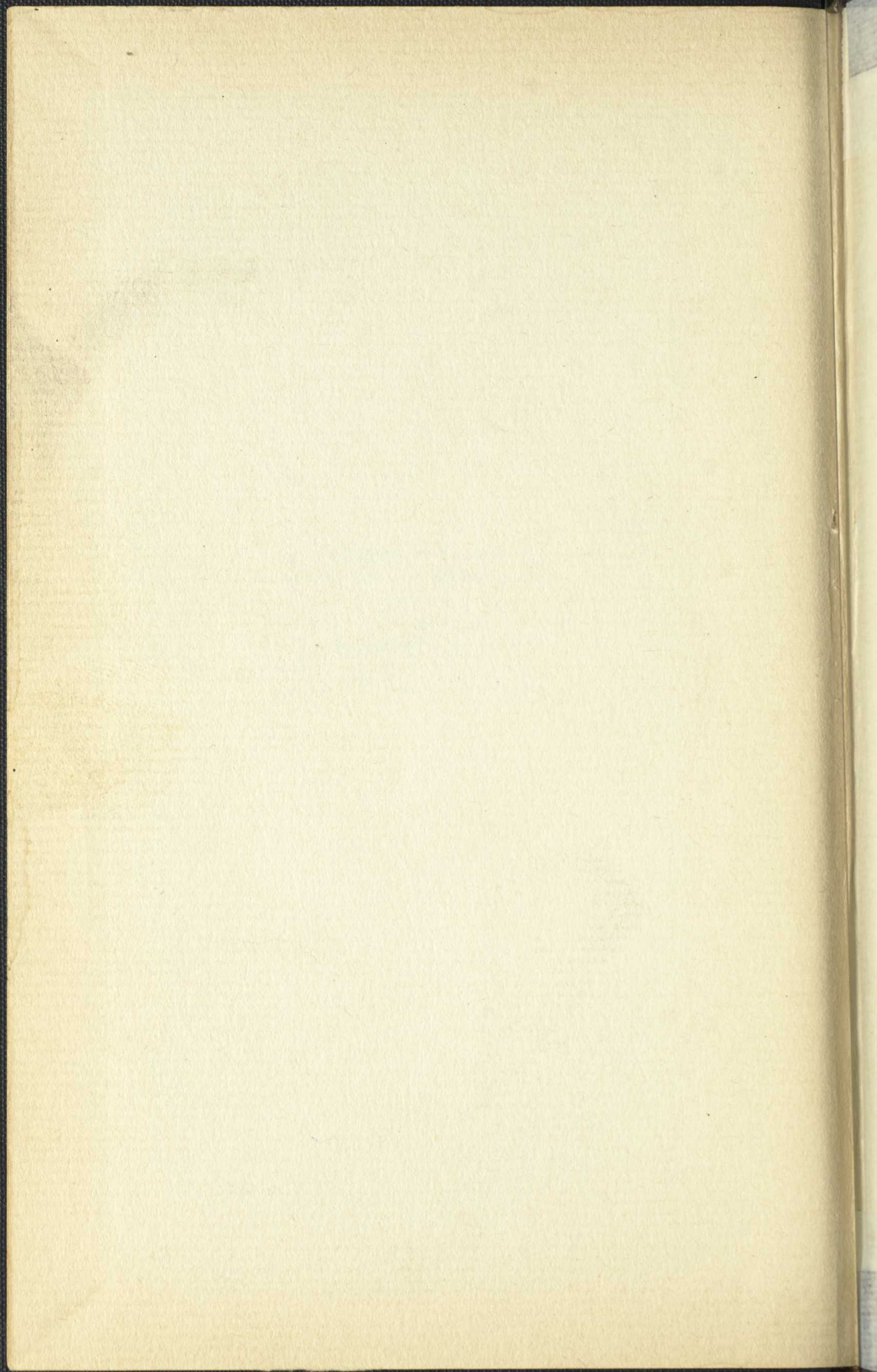
147

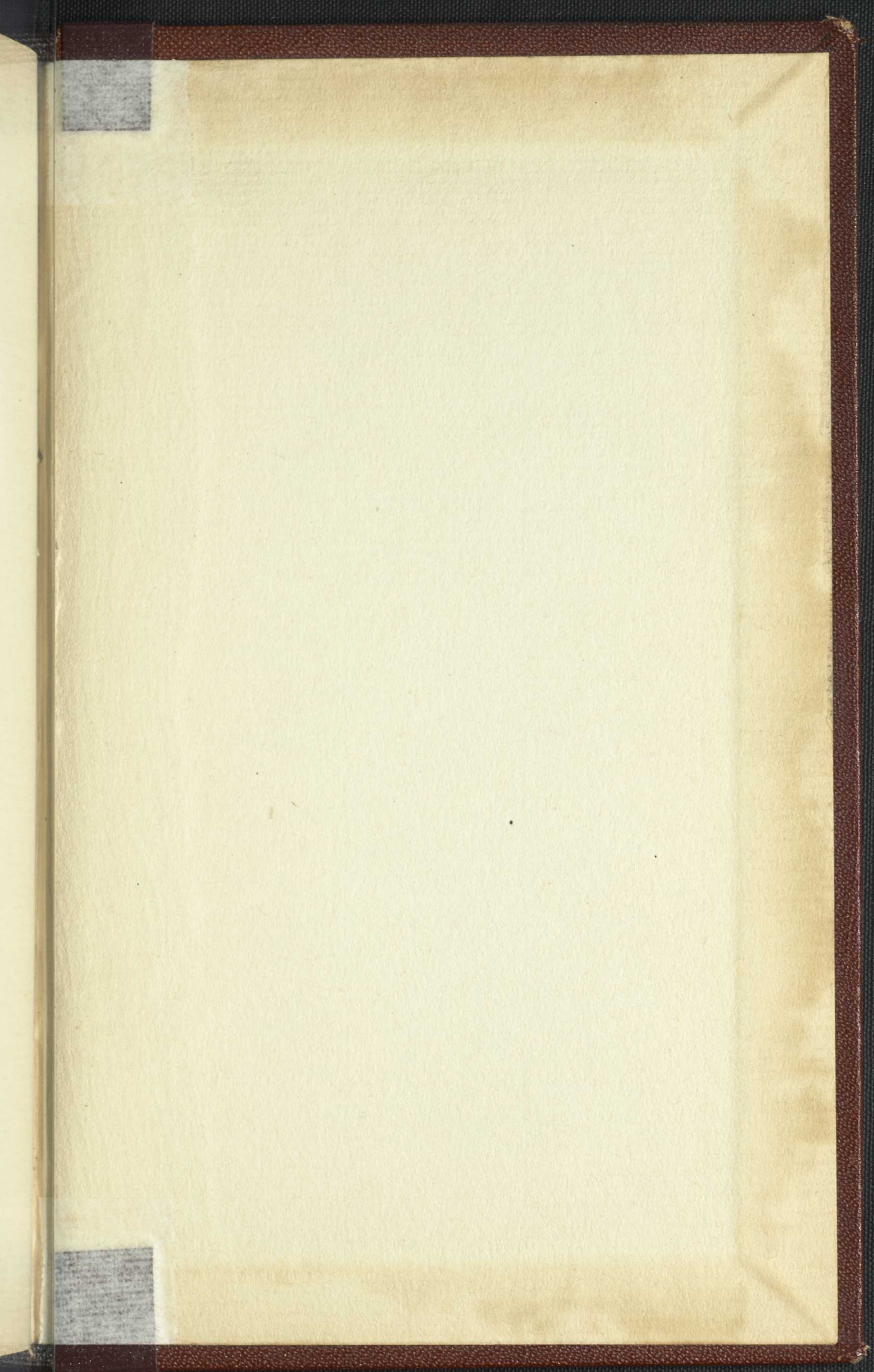


THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
540 EAST 57TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637
U.S. DEPARTMENT OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D.C. 20250

LA PRÉSENTE ÉDITION A ÉTÉ
ACHEVÉE D'IMPRIMER LE
HUIT OCTOBRE MIL NEUF
CENT QUARANTE-TROIS À
L'IMPRIMERIE de LAMIRANDE
4557, RUE SAINT-DENIS
MONTRÉAL, (CANADA).







BNQ



000 361 201